

N° 75-001-XIF au catalogue



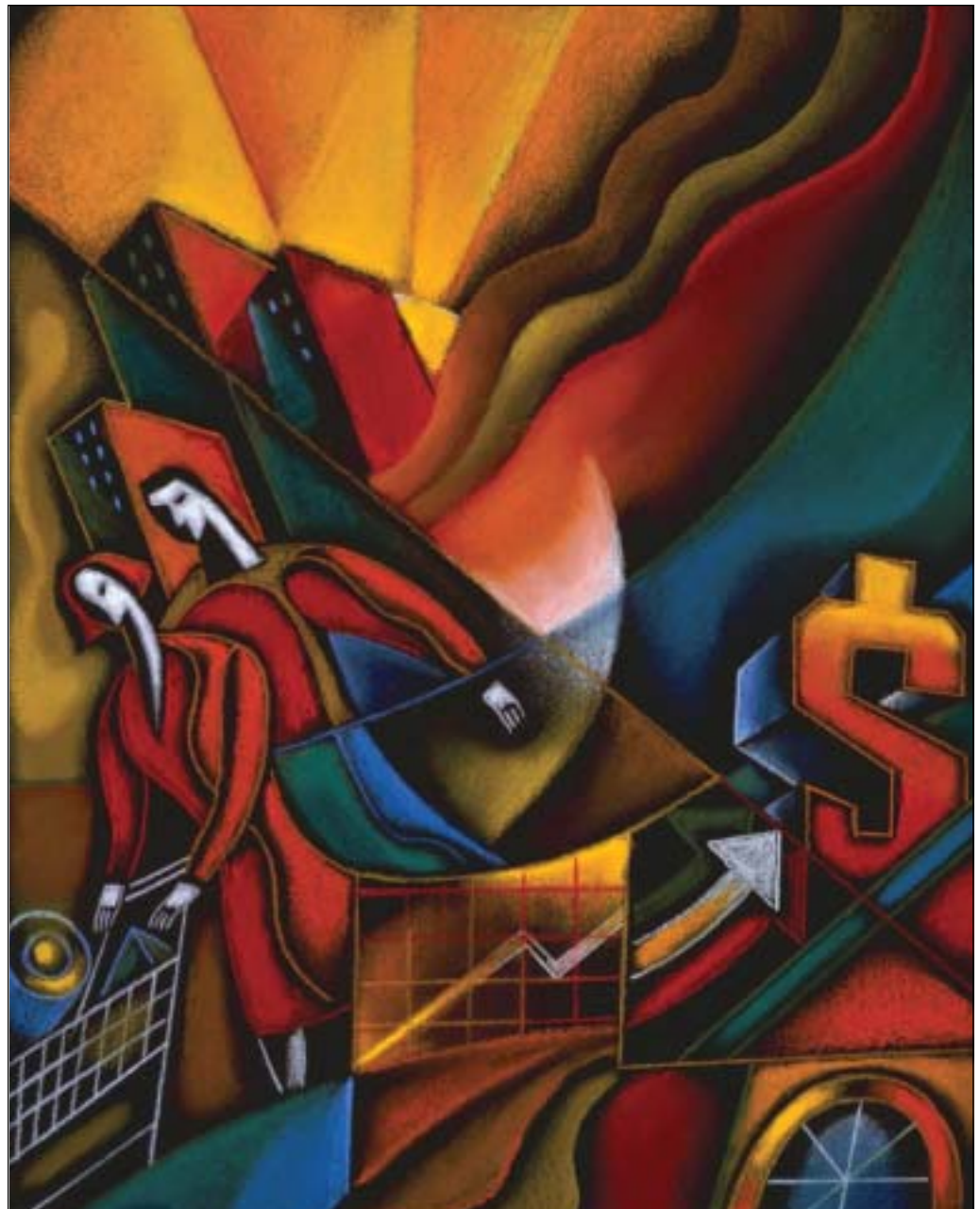
L'EMPLOI ET LE REVENU EN

PERSPECTIVE

JANVIER 2002

Vol. 3, n° 1

■ MARCHÉ DU TRAVAIL
EN 2001 : BILAN DE FIN
D'ANNÉE



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

À votre service...

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : *L'emploi et le revenu en perspective*, 9-A6, Jean-Talon, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-4608; courriel : perspective@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer sans frais avec Statistique Canada au 1 800 263 1136.

L'emploi et le revenu en perspective

(n° 75-001-XIF au catalogue; also available in English: *Perspectives on Labour and Income*, Catalogue no. 75-001-XIE) est publié trimestriellement par le ministre responsable de Statistique Canada. ©Ministre de l'Industrie, 2001. ISSN : 0843-4565.

Prix : 5 \$CAN l'exemplaire, 48 \$CAN pour un abonnement annuel. Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

-	nombres indisponibles
...	n'ayant pas lieu de figurer
--	nombres infimes
p	nombres provisoires
r	nombres rectifiés
x	confidentiel en vertu des dispositions de la <i>Loi sur la statistique</i> relatives au secret

Faits saillants

Dans ce numéro

■ **Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année**

- L'économie et le marché du travail se sont détériorés en 2001. À la suite de la conjoncture économique défavorable, les employeurs ont réduit leur nombre d'embauches de presque 7 %, alors que le nombre de mises à pied permanentes a progressé de 2,1 %. Cela s'est traduit par une augmentation minime de 25 000 (0,2 %) emplois et par une hausse de 1,1 point de pourcentage du taux de chômage, celui-ci passant à 8,0 % en décembre.
- Les usines ne fonctionnant qu'à 83 % de leur capacité (comparativement à 86 % un an auparavant), moins de travailleurs étaient nécessaires. L'emploi dans le secteur de la fabrication avait atteint un sommet de 2,3 millions en décembre 2000, mais a chuté de 111 000 ou 4,8 % à la fin de 2001. Il s'agit de la plus forte baisse d'une année à l'autre au chapitre de l'emploi manufacturier depuis 1991.
- La majeure partie de la chute de l'emploi manufacturier s'est concentrée dans l'industrie des ordinateurs et des produits électroniques, dont la valeur des livraisons s'est effondrée en 2001. À la fin de l'année, on avait fabriqué au Canada des ordinateurs et des produits électroniques d'une valeur de 1,7 milliard de dollars, soit moins de la moitié de la valeur de la production enregistrée lors du sommet atteint en octobre 2000. En décembre 2001, l'emploi dans la fabrication d'ordinateurs et de produits électroniques se chiffrait à 121 000, soit environ les trois quarts du niveau de l'année précédente.
- La demande des services de transport routier s'est relâchée sous l'effet de la réduction de l'activité manufacturière. En outre, le secteur du transport aérien, qui avant même les événements du 11 septembre devait composer avec une diminution du nombre de voyageurs, a procédé à des compressions tout au long de l'année. Ensemble, les transports routier et aérien ont été à l'origine du recul accusé par le secteur du transport et de l'entreposage, lequel employait 42 000 (-5,3 %) travailleurs de moins à la fin de l'année.
- Certaines branches d'activité s'en sont bien tirées en 2001. Le commerce de détail et de gros s'est imposé comme la principale source de nouveaux emplois. Dans ce secteur, l'emploi s'est en effet accru de 76 000 ou 3,2 %, soit une hausse semblable à celle enregistrée un an plus tôt.
- Les jeunes hommes de 15 à 24 ans ont été plus touchés par le ralentissement économique que tout autre groupe. À la fin de l'année, 52 000 jeunes hommes de moins occupaient un emploi, soit une baisse de 4,2 %. Alors que la croissance de l'emploi était lente chez les hommes et les femmes du principal groupe d'âge actif (25 à 54 ans), les personnes de 55 ans et plus continuaient d'enregistrer des gains.
- Le nombre de travailleurs indépendants a reculé de 83 000 en 2001 — une deuxième baisse annuelle consécutive. Comme en 2000, le fléchissement était largement attribuable au déclin de l'emploi agricole.
- En Colombie-Britannique, l'emploi s'est replié au deuxième semestre de l'année. Comparativement à la même période un an plus tôt, l'emploi au quatrième trimestre de 2001 était en baisse de 46 000 (-2,3 %). Après avoir connu une forte progression en 2000, l'emploi en Ontario s'est accru de seulement 10 000 de décembre à décembre. À la fin de l'année, cette province enregistrait des pertes estimées à 83 000 emplois manufacturiers, soit une baisse de 7,1 %, neutralisant ainsi toute la croissance enregistrée un an auparavant.

L'EMPLOI ET LE REVENU EN

PERSPECTIVE

LA REVUE PAR EXCELLENCE

sur l'emploi et le revenu de Statistique Canada

Oui, je désire recevoir L'EMPLOI ET LE REVENU EN PERSPECTIVE
(N° 75-001-XPF au catalogue).

Nous vous offrons encore plus!

Une réduction de 20 %
sur un abonnement de 2 ans!
Seulement 92,80 \$ (taxes en sus)

Une réduction de 30 %
sur un abonnement de 3 ans!
Seulement 121,80 \$
(taxes en sus)

Abonnez-vous aujourd'hui à L'emploi et le revenu en perspective!



BON DE COMMANDE



ENVOYEZ À

Statistique Canada
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario)
Canada, K1A 0T6



COMPOSEZ

1 800 267-6677
Utilisez votre carte VISA
ou MasterCard. De l'extérieur
du Canada et des États-Unis
et dans la région d'Ottawa,
composez le (613) 951-7277.



TÉLÉCOPIEZ AU

1 800 889-9734
(613) 951-1584

*Veillez ne pas envoyer de confirmation pour
les commandes faites par téléphone/télécopieur.*



COURRIEL

order@statcan.ca

Nom _____

Entreprise _____ Service _____

Adresse _____ Ville _____ Province _____

Code postal _____ Téléphone _____ Télécopieur _____

N° au catalogue	Titre
75-001-XPF	L'emploi et le revenu en perspective

LES PRIX NE COMPRENNENT PAS LES TAXES DE VENTES.
Les clients canadiens ajoutent la TPS de 7% et la TVP en vigueur ou la TVH.
N° de TPS R121491807.
Le chèque ou mandat-poste doit être établi à l'ordre du *Receveur général du Canada*.
PF 097042

MODALITÉS DE PAIEMENT (cochez une seule case)

Veillez débiter mon compte : MasterCard VISA

N° de carte _____

Signature _____ Date d'expiration _____

Détenteur de carte (en majuscules s.v.p.) _____

Paiement inclus _____ \$

N° du bon de commande _____

Signature de la personne autorisée _____

Abonnement	Canada (\$ CA)	Quantité	Total \$ CA
1 an	58,00		
2 ans	92,80		
3 ans	121,80		
Total			
TPS (7%) - (clients canadiens seulement, s'il y a lieu)			
TVP en vigueur (clients canadiens seulement, s'il y a lieu)			
TVH en vigueur (N.-É., N.-B., T.-N.)			
Frais de port : États-Unis 24 \$ CA, autres pays 40 \$ CA			
Total général			

Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

Geoff Bowlby

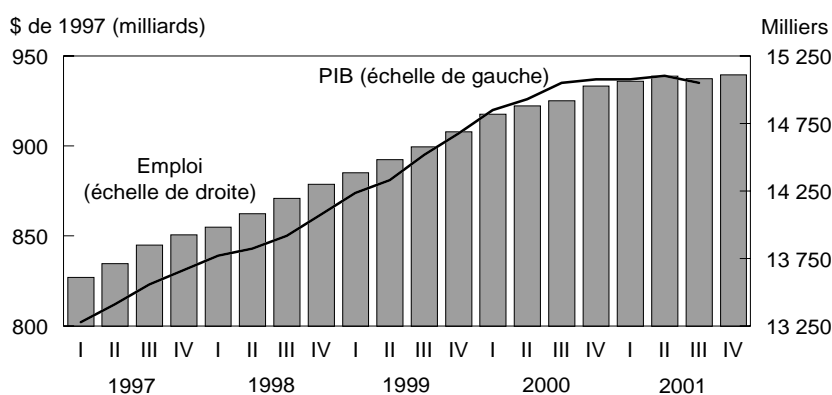
L'ÉCONOMIE et le marché du travail se sont détériorés en 2001 (graphique A). Au cours des quatre années précédentes, une économie vigoureuse s'était traduite par des gains impressionnants au chapitre de l'emploi. Toutefois, on remarquait, même avant que ne débute l'année 2001, des signes de ralentissement de la croissance économique. Au deuxième trimestre de 2000, le produit intérieur brut avait augmenté de 0,5 % — une progression beaucoup plus lente que le taux de croissance des deux années précédentes.

Le ralentissement de la croissance a été encore plus marqué au premier semestre de 2001. En partie sous l'effet des événements du 11 septembre, l'économie s'est contractée au troisième trimestre; il s'agit du premier recul enregistré depuis 1992. Si la diminution des exportations et des investissements des entreprises a poussé à la baisse la croissance économique, les consommateurs et les administrations publiques ont continué à dépenser au cours des neuf premiers mois de l'année.

À la suite de la conjoncture économique défavorable, les employeurs ont réduit leur nombre d'embauches de presque 7 % en 2001, alors

Geoff Bowlby est au service de la Division de la statistique du travail. On peut communiquer avec lui au (613) 951-3325 ou à geoff.bowlby@statcan.ca.

Graphique A : Le PIB et l'emploi ont stagné en 2001.



Sources : Enquête sur la population active et Système de comptabilité nationale, données désaisonnalisées

que le nombre de mises à pied permanentes a progressé de 2,1 %. Comme le laissaient présager de telles conditions, le chômage s'est accru, poussant le taux de chômage à 8,0 % en décembre, en hausse de 1,1 point de pourcentage par rapport à ce qu'il était un an plus tôt (graphique B).

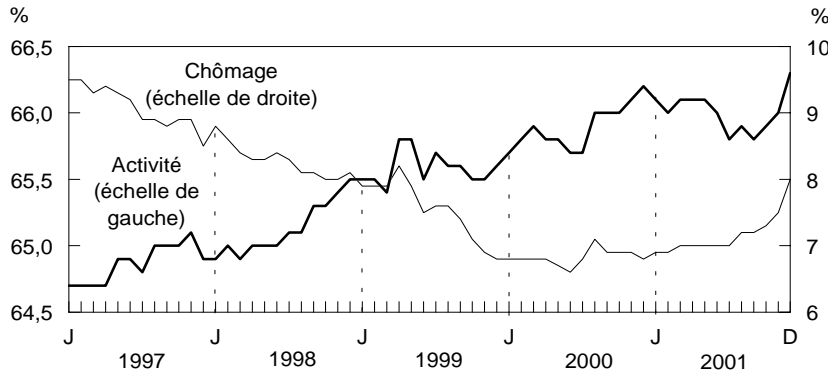
Le fléchissement du nombre d'embauches et l'accroissement des mises à pied ont également fait en sorte que la croissance de l'emploi a stagné. En décembre, 15,1 millions de personnes travaillaient, en hausse de 25 000 par rapport au début de l'année. Cela correspond à une augmentation de seulement 0,2 %. Cette dernière n'a pas été à la hauteur de la croissance démographique, de sorte qu'à la fin de

2001, le taux d'emploi a chuté pour s'établir à 60,9 %, en baisse de 0,8 point comparativement au début de l'année.

Après avoir connu une progression pendant un certain nombre d'années, l'activité sur le marché du travail a plafonné en 2001. Le taux d'activité a marqué un repli pendant la majeure partie de 2001, mais a atteint 66,3 % en décembre, en hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport au niveau de l'année précédente.

L'affaiblissement de l'économie a également entraîné une augmentation du travail à temps partiel et une réduction des heures supplémentaires. Par conséquent, le nombre d'heures travaillées dans l'économie

Graphique B : Le taux d'activité a plafonné en 2001, et le taux de chômage a augmenté.



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

a en fait reculé durant 2001, malgré une légère croissance de l'emploi. À la fin de l'année, le nombre d'heures travaillées avait diminué de 0,9 %, la plus forte baisse depuis 1991.

Le marché du travail plus faible aux États-Unis

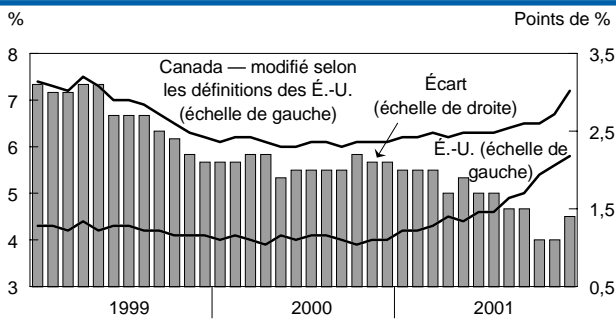
Tandis que l'emploi a stagné au Canada, il s'est replié de façon marquée aux États-Unis. Au cours de l'année, le nombre d'emplois aux États-Unis a diminué de 1,8 million ou 1,3 %. Cela a provoqué une hausse substantielle du taux de chômage aux États-Unis — lequel est passé de 4,0 % au début de l'année à 5,8 % en décembre.

La vigueur relative du marché du travail canadien au cours des dernières années a permis de réduire l'écart entre les taux de chômage et d'emploi observés aux États-Unis et au Canada. Rajusté selon les concepts du chômage utilisés aux États-Unis, le taux de chômage canadien se chiffrait à 7,2 % en décembre, soit à un taux de 1,4 point de pourcentage supérieur à celui des États-Unis. Un an auparavant, l'écart était de 2,1 points (graphique C). Il y a quelques années à peine, la proportion de la population américaine occupant un emploi était de 4 à 5 points de pourcentage plus élevée que le taux d'emploi au Canada. À la fin de 2001, cet écart n'était plus que de 2,1 points.

La fabrication a chuté en 2001

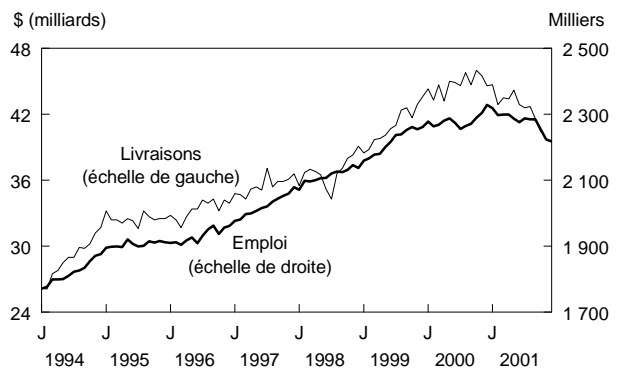
À la fin de novembre 2000, le National Bureau of Economic Research des États-Unis a déclaré que les États-Unis étaient en récession depuis mars¹. Naturellement, la récession américaine a eu une incidence sur les exportations et les

Graphique C : L'écart entre les taux de chômage observés au Canada et aux États-Unis s'est rétréci.



Sources : Enquête sur la population active et Current Population Survey des États-Unis, données désaisonnalisées

Graphique D : Les livraisons manufacturières et l'emploi manufacturier ont reculé en 2001...



Sources : Enquête sur la population active et Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, données désaisonnalisées

livraisons manufacturières du Canada et, par la suite durant l'année, sur l'emploi manufacturier au pays (graphique D). Le déclin des livraisons manufacturières amorcé à la fin de 2000 s'est poursuivi en 2001 et, au début du quatrième trimestre, ces livraisons étaient en baisse de 12,3 % par rapport à leur sommet. Les exportations aux États-Unis ont fléchi tout au long de l'année. En octobre, elles avaient reculé de 15,8 % par rapport au sommet enregistré en janvier.

Les usines ne fonctionnant qu'à 83 % de leur capacité (comparativement à 86 % un an auparavant), on a eu besoin de moins de travailleurs. L'emploi dans le secteur de la fabrication avait atteint un sommet de 2,3 millions en décembre 2000, mais a chuté de 111 000 ou 4,8 % à la fin de 2001; il s'agit de la plus forte baisse d'une année à l'autre au chapitre de l'emploi manufacturier depuis 1991.

Déboires de la haute technologie

La majeure partie de la chute de l'emploi manufacturier s'est concentrée dans l'industrie des ordinateurs et des produits électroniques, dont la valeur des livraisons s'est effondrée en 2001 (graphique E). À la fin de l'année, on avait fabriqué au Canada des ordinateurs et des produits électroniques d'une valeur de 1,7 milliard de dollars, soit moins de la moitié de la valeur de la production enregistrée lors du sommet atteint en octobre 2000. Une forte baisse de la demande impliquait que moins de travailleurs étaient nécessaires. En décembre, l'emploi dans la fabrication d'ordinateurs

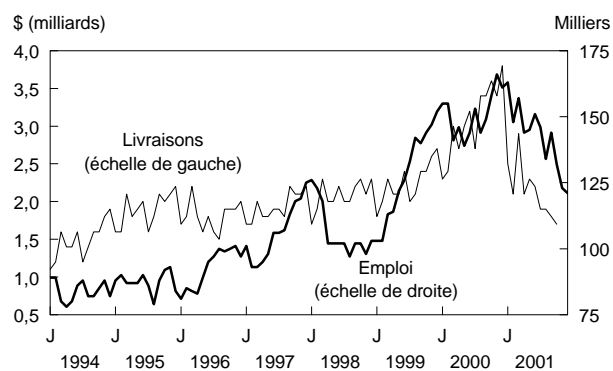
et de produits électroniques se chiffrait à 121 000, soit environ les trois quarts du niveau de l'année précédente.

Le relâchement marqué de l'emploi dans la fabrication des ordinateurs et des produits électroniques coïncide avec le plafonnement de l'emploi dans un secteur connexe, soit celui des services de conception de systèmes informatiques. Après avoir doublé entre 1996 et 2000, l'emploi dans ce secteur (qui englobe les travailleurs des entreprises offrant des services de programmation informatique, de conception de sites Internet et de conception de systèmes informatiques) s'est légèrement replié en 2001. À la fin de l'année, 245 000 personnes travaillaient dans ce secteur, en baisse d'environ 1 % par rapport à 12 mois auparavant.

Recul de la production manufacturière, donc moins de produits à expédier

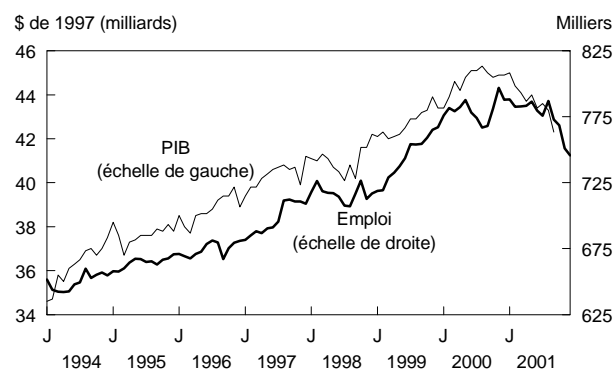
La demande des services de transport routier s'est relâchée sous l'effet de la réduction de l'activité manufacturière. En outre, le secteur du transport aérien, qui avant même les événements du 11 septembre devait composer avec une diminution du nombre de voyageurs, a procédé à des compressions tout au long de l'année. Ensemble, le transport routier et le transport aérien ont été à l'origine du recul accusé par le secteur du transport et de l'entreposage, lequel employait 42 000 (-5,3 %) travailleurs de moins à la fin de l'année (graphique F).

Graphique E : ...tout comme les livraisons et l'emploi liés à l'informatique...



Sources : Enquête sur la population active et Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, données non désaisonnalisées

Graphique F : ...et l'emploi ainsi que le PIB liés au transport.



Sources : Enquête sur la population active et Système de comptabilité nationale, données désaisonnalisées

Tableau 1 : Emploi selon la branche d'activité

	Décembre 2001	Variation par rapport à décembre 2000	
	milliers	milliers	%
Total	15 091,4	24,7	0,2
Secteur des biens	3 792,4	-98,0	-2,5
Agriculture	312,8	-34,7	-10,0
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	291,1	13,3	4,8
Services publics	121,7	4,0	3,4
Construction	848,9	30,1	3,7
Fabrication	2 217,9	-110,8	-4,8
Secteur des services	11 299,0	122,8	1,1
Commerce	2 430,3	75,6	3,2
Transport et entreposage	745,8	-42,1	-5,3
Finance, assurances, immobilier et location	873,0	-9,0	-1,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	969,9	-18,8	-1,9
Gestion, administration et autres services de soutien	569,6	10,4	1,9
Enseignement	970,9	18,7	2,0
Soins de santé et assistance sociale	1,565,2	41,3	2,7
Information, culture et loisirs	696,9	-3,8	-0,5
Hébergement et restauration	991,4	25,6	2,7
Autres	698,4	-0,1	0,0
Administrations publiques	787,6	25,1	3,3

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

L'emploi agricole poursuit sa baisse

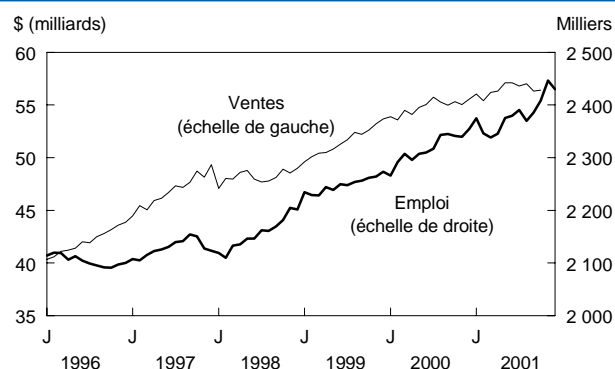
L'emploi agricole a continué de se contracter en 2001, en baisse de 35 000 ou 10,0 %. Il s'agit là d'une troisième année consécutive marquée par un fléchissement appréciable de l'emploi agricole comme activité principale. Au cours des trois dernières années, il s'est vraisemblablement produit un mouvement en faveur de la production agricole axée sur des exploitations plus importantes et plus capitalistiques. Parallèlement, certaines fermes sont maintenant exploitées par des travailleurs dont c'est là l'emploi secondaire, de sorte que ces exploitants agricoles sont désormais dénombrés comme des travailleurs appartenant à d'autres branches d'activité².

Tous les résultats ne sont pas négatifs

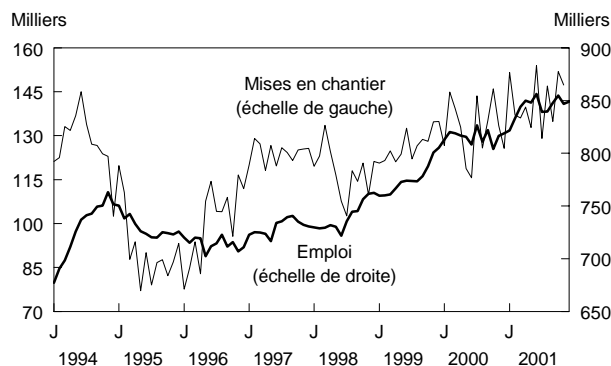
Comme on l'a indiqué plus tôt, les dépenses de consommation se sont maintenues en 2001, en dépit de l'affaiblissement de l'économie. En octobre, les ventes au détail avaient augmenté de 2,5 % par rapport au début de l'année (graphique G). Il n'est peut-être pas étonnant, par conséquent, que le commerce de détail

et de gros se soit imposé, en 2001, comme la principale source d'emplois. Le nombre d'emplois dans ce secteur s'est en effet accru de 76 000 ou 3,2 %, soit une hausse semblable à celle enregistrée l'année précédente (tableau 1).

Encouragés par la dégringolade des taux d'intérêt, les consommateurs n'ont pas limité leurs dépenses aux magasins. Ils ont aussi acheté des articles de prix unitaire élevé comme des automobiles et des maisons, le taux directeur de la Banque du Canada étant passé de 6,0 % à 2,5 % en décembre. Cela a permis aux constructeurs d'automobiles d'offrir un financement à faible taux d'intérêt, lequel, combiné à d'autres mesures incitatives d'achat, a engendré une augmentation subite des ventes de nouvelles voitures en octobre et en novembre. Les mises en chantier résidentielles ont continué, elles aussi, d'afficher de bons résultats; en décembre, elles étaient en hausse de 21,0 % par rapport à l'année précédente.

Graphique G : Le commerce a fait fi de la tendance à la baisse...


Sources : Enquête sur la population active, Enquête sur le commerce de détail et Enquête sur le commerce de gros, données désaisonnalisées

Graphique H : ...tout comme le secteur de la construction et les mises en chantier résidentielles.


Sources : Enquête sur la population active et Société canadienne d'hypothèques et de logement, données désaisonnalisées

La forte demande de maisons neuves et de maisons du marché de la revente a, sans aucun doute, eu une incidence dans le secteur de la construction (graphique H). En 2001, le nombre d'emplois dans ce secteur s'est accru de 30 000 ou 3,7 %, la majeure partie de la croissance s'étant produite au premier semestre de l'année. Les promoteurs en quête de travailleurs de la construction ont pu éprouver plus de difficultés en 2001, comme en témoignait le taux de chômage relativement faible dans la construction. S'établissant à 9,1 %, ce taux est resté nettement inférieur au taux de 11,4 % enregistré en 1989, autre année marquée par des activités intenses.

Les jeunes hommes encore les plus touchés

Pendant les récessions du début des années 1980 et 1990, les jeunes hommes ont été plus durement frappés que d'autres groupes. Il n'est donc peut-être pas étonnant qu'ils semblent avoir été plus touchés par le ralentissement économique actuel que tout autre groupe de population.

À la fin de l'année, on observait une diminution de 52 000 hommes âgés de 15 à 24 ans occupant un emploi, soit une baisse de 4,2 % (tableau 2). La restriction des débouchés sur le marché du travail pour les jeunes hommes s'est traduite par une augmentation du chômage chez les jeunes. À la fin de l'année, le taux de chômage de ces derniers s'établissait à 14,0 %, en hausse de 1,5 point de pourcentage par rapport à

Tableau 2 : Certaines estimations du marché du travail

	Décembre 2001	Variation par rapport à décembre 2000
		milliers
Emploi	15 091,4	24,7
Hommes	8 090,0	-28,9
15 à 24 ans	1 165,4	-51,5
25 à 54 ans	5 937,3	-16,8
55 ans et plus	987,3	39,4
Femmes	7 001,4	53,6
15 à 24 ans	1 135,5	8,0
25 à 54 ans	5 190,5	13,0
55 ans et plus	675,4	32,6
Chômage	1 318,4	215,1
Hommes	765,3	161,9
15 à 24 ans	219,3	30,1
25 à 54 ans	479,5	112,5
55 ans et plus	66,5	19,3
Femmes	553,1	53,2
15 à 24 ans	154,4	8,7
25 à 54 ans	352,7	29,2
55 ans et plus	46,0	15,3
	%	Points de %
Taux de chômage	8,0	1,2
Hommes	8,6	1,7
15 à 24 ans	15,8	2,3
25 à 54 ans	7,5	1,7
55 ans et plus	6,3	1,6
Femmes	7,3	0,6
15 à 24 ans	12,0	0,6
25 à 54 ans	6,4	0,5
55 ans et plus	6,4	1,8

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

décembre 2000. Bien que le taux de chômage des jeunes ait crû en 2001, il était encore bien inférieur au sommet qu'il avait atteint durant la récession des années 1990 (18,4 %).

La récession du début des années 1990 de même que le ralentissement économique actuel présentent certaines similitudes au chapitre des branches d'activité marquées par des pertes d'emplois. Ainsi, au cours des deux périodes, les jeunes hommes ont perdu des emplois dans le secteur de la fabrication. Toutefois, si bon nombre d'entre eux ont perdu leur emploi dans le secteur de la construction au début des années 1990, ce n'est pas le cas en 2001. En fait, comparativement à 2000, plus de jeunes hommes occupaient un emploi dans ce secteur en 2001. Outre le secteur de la

fabrication, celui des services professionnels, scientifiques et techniques a été à l'origine de pertes d'emplois considérables pour les jeunes hommes.

Les difficultés éprouvées par les secteurs de la fabrication, du transport et de l'agriculture se sont soldées par un fléchissement léger de l'emploi chez les hommes du principal groupe d'âge actif (de 25 à 54 ans). Après avoir augmenté de 55 000 (0,9 %) en 2000, le nombre d'hommes du principal groupe d'âge actif occupant un emploi a reculé de 17 000 (-0,3 %).

Bien que le nombre d'emplois occupés par des femmes du principal groupe d'âge actif se soit accru de 13 000 (0,3 %) en 2001, cette croissance reste nettement inférieure à celle de 113 000 emplois (2,2 %) enregistrée un an auparavant. À l'instar des jeunes et des hommes du principal groupe d'âge actif, les femmes du principal groupe d'âge actif ont subi les effets des compressions dans le secteur de la fabrication. Cependant, les gains réalisés dans d'autres branches d'activité, comme certains secteurs des services de soins de santé, ont contrebalancé les pertes au chapitre de l'emploi manufacturier.

Accroissement des travailleurs plus âgés

La proportion des personnes de 55 ans et plus occupant un emploi a continué d'augmenter en 2001. Après avoir reculé pendant quelques années, le taux d'emploi des travailleurs plus âgés a amorcé une tendance à la hausse en 1997. À la fin de 2001, environ une personne de ce groupe d'âge sur quatre travaillait, ce qui représente une croissance marquée par rapport à 1996, lorsque près d'une personne sur cinq de cette catégorie occupait un emploi.

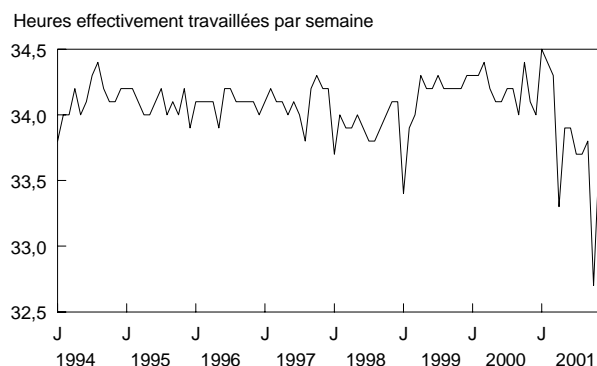
En 2001, la progression de l'emploi chez ce groupe d'âge a profité également aux hommes et aux femmes. Toutefois, chez les hommes, la croissance est entièrement survenue dans les emplois à temps plein, tandis que chez les femmes, elle s'est manifestée dans les emplois à temps partiel.

La tendance à la hausse de l'emploi à temps plein marque une pause

L'emploi à temps plein avait progressé à un rythme rapide de 1997 à 2000. Cependant, en raison de la faiblesse des secteurs de la fabrication, de la conception de systèmes informatiques et d'autres branches d'activité qui exigent des semaines de travail relativement longues, le nombre de personnes travaillant à temps plein a plafonné à environ 12,3 millions.

À la fin de 2000, quelque 1,2 million d'employés faisaient des heures supplémentaires rémunérées. En décembre 2001, ce nombre avait chuté de 12,0 % (-144 000). Plus de 46 % de cette réduction s'est produite dans le secteur de la fabrication. Le pourcentage de travailleurs de ce secteur faisant des heures supplémentaires rémunérées s'est établi à 16,9 %, comparativement à 19,0 % un an plus tôt.

Graphique I : Le déclin du travail à temps plein et des heures supplémentaires s'est traduit par un recul marqué des heures hebdomadaires travaillées.



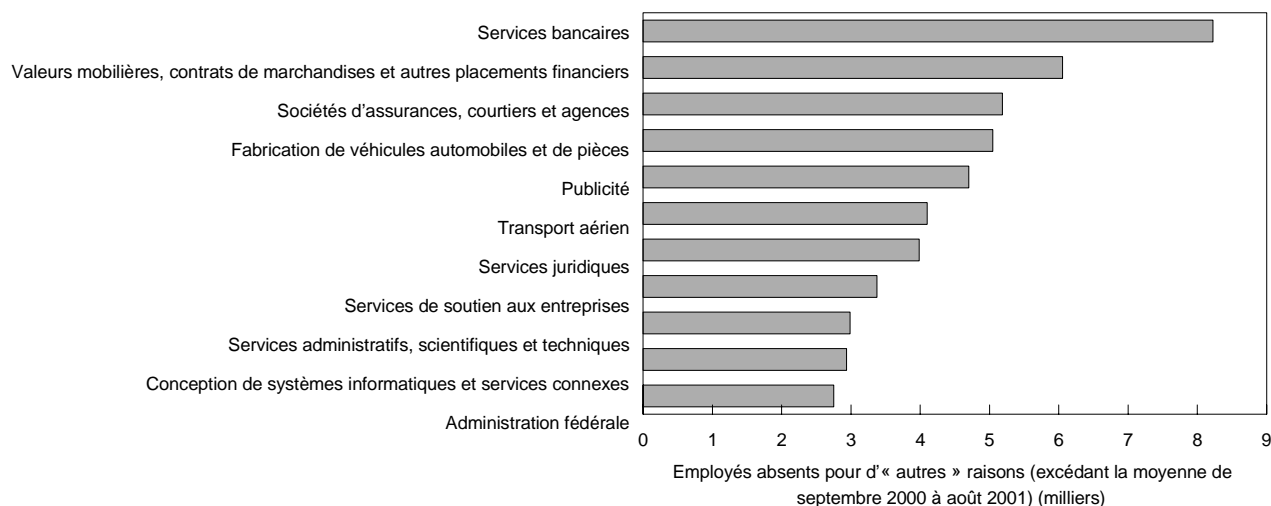
Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Le ralentissement de l'emploi à temps plein et la diminution des heures supplémentaires se sont traduits par une réduction du nombre moyen d'heures travaillées (graphique I). En janvier, le travailleur moyen travaillait environ 34,5 heures par semaine, mais ce chiffre est passé à 33,6 en décembre.

Les événements du 11 septembre et le marché du travail

Un bilan du marché du travail en 2001 serait incomplet s'il n'abordait pas l'incidence des attaques terroristes du 11 septembre sur les travailleurs canadiens. Bien que les événements du 11 septembre aient eu sans aucun doute une incidence sur l'emploi dans les secteurs de l'hébergement, de la restauration et du transport aérien, de même que dans d'autres secteurs de l'économie, il est impossible de distinguer les effets liés au 11 septembre de ceux causés par un changement d'ordre économique. Cependant, les données

Graphique J : Le secteur de la finance a été le plus ébranlé en raison des absences du travail durant la semaine du 11 septembre.



Source : Enquête sur la population active, données non désaisonnalisées

offrent un aperçu intéressant du marché du travail pendant la semaine du 11 septembre, alors qu'un nombre remarquable de Canadiens (83 000) étaient absents du travail une partie de la semaine en raison des attaques.

Outre les employés du transport aérien, ceux les plus touchés œuvraient dans les secteurs bancaire et des valeurs mobilières, de même que dans celui de la fabrication (graphique J). L'évacuation de tours de bureaux importantes à Toronto et dans d'autres grandes villes ainsi que la fermeture de la Bourse de Toronto ont empêché bon nombre d'employés des secteurs bancaire et du courtage des valeurs mobilières de se présenter au travail. Dans le secteur de la fabrication, les retards aux frontières ont provoqué la fermeture temporaire d'un certain nombre d'usines³.

Nouveau repli du travail indépendant

Le nombre de travailleurs indépendants a reculé de 83 000 en 2001. Il s'agit d'un deuxième repli annuel consécutif. Comme en 2000, le fléchissement est largement attribuable à la contraction de l'emploi agricole.

Malgré le recul observé dans le secteur de la fabrication, le nombre d'employés du secteur privé s'est accru de 109 000 en 2001, hausse qui s'explique, dans une large mesure, par les nouveaux débouchés dans le commerce de détail et de gros. Cependant, cette pro-

gression est loin de celle enregistrée au cours des dernières années. En effet, l'augmentation du nombre d'employés du secteur privé s'était établie, en moyenne, à 307 000 durant les quatre années précédentes.

L'emploi dans les hôpitaux a animé la tendance quant au secteur public ces deux dernières années. En 2000, la croissance du personnel professionnel et infirmier a fait grimper de 55 000 le nombre d'emplois dans les hôpitaux. Toutefois, l'effectif des hôpitaux a peu changé en 2001, de sorte que la tendance globale dans le secteur public a plafonné à la suite de la forte hausse observée en 2000.

L'industrie du bois fait du tort à la Colombie-Britannique, le secteur de la fabrication fait de même en Ontario

En Colombie-Britannique, l'emploi s'est replié au deuxième semestre de l'année. De nouvelles restrictions imposées sur le marché américain ont forcé bon nombre de producteurs de bois à réduire ou à interrompre leurs activités. En octobre, les livraisons de bois des scieries de la Colombie-Britannique ne représentaient que les trois quarts environ de la valeur qu'elles avaient à leur sommet au début de 2000. Par conséquent, à la fin de l'année, le nombre d'emplois dans le secteur de l'exploitation forestière et dans l'industrie du bois s'est contracté de façon marquée.

Tableau 3 : Emploi selon la province

	Décembre 2001*	Variation par rapport à décembre 2000*		Moyenne en 2001	Variation par rapport à 2000	
	milliers	milliers	%	milliers	milliers	%
Canada	15 091,4	24,7	0,2	15 076,8	167,1	1,1
Terre-Neuve-et-Labrador	214,4	9,7	4,7	211,3	6,8	3,3
Île-du-Prince-Édouard	66,3	1,0	1,5	65,9	1,4	2,2
Nouvelle-Écosse	427,6	2,2	0,5	423,3	3,8	0,9
Nouveau-Brunswick	336,9	-1,4	-0,4	334,4	0,0	0,0
Québec	3 486,8	35,2	1,0	3 474,5	36,8	1,1
Ontario	5 970,6	10,1	0,2	5 962,7	90,6	1,5
Manitoba	565,5	9,3	1,7	557,9	3,5	0,6
Saskatchewan	465,9	-13,3	-2,8	472,3	-12,7	-2,6
Alberta	1 644,2	30,9	1,9	1 632,1	43,9	2,8
Colombie-Britannique	1 913,3	-59,0	-3,0	1 942,4	-6,7	-0,3

Source : Enquête sur la population active

* Données désaisonnalisées.

L'emploi dans cette province a également reculé dans d'autres branches d'activité à la fin de l'année, ce qui s'est traduit par des pertes considérables de décembre 2000 à décembre 2001 (tableau 3). Toutefois, une partie de cette baisse peut être attribuable aux estimations exceptionnellement élevées en matière d'emploi en Colombie-Britannique à la fin de 2000. La variation de l'emploi du quatrième trimestre de 2000 au même trimestre un an après — qui indique tout de même une baisse considérable de 46 000 emplois (-2,3 %) — constitue peut-être un meilleur indicateur de la tendance de l'emploi au cours de 2001. Le fléchissement de l'emploi a entraîné une augmentation du taux de chômage; en décembre, ce taux a atteint 9,7 %, en hausse de 2,6 points de pourcentage par rapport au début de l'année.

L'Ontario est à l'origine des deux tiers environ du repli national de l'emploi manufacturier. Les livraisons de véhicules automobiles dans

cette province ont diminué, tout comme la production d'ordinateurs et de produits électroniques. À la fin de l'année, l'Ontario enregistrait des pertes estimées à 83 000 emplois manufacturiers, soit une baisse de 7,1 %, laquelle a neutralisé toute la croissance enregistrée un an auparavant.

La performance médiocre du secteur de la fabrication en Ontario a suscité une transformation de la tendance générale de l'emploi dans cette province. Globalement, le nombre d'emplois ne s'est accru que de 10 000 (0,2 %) de décembre à décembre, un changement marqué par rapport à 2000, année caractérisée par une progression de 189 000 emplois (3,3 %). La stagnation de l'emploi en 2001 s'est soldée par une augmentation du taux de chômage qui, à la fin de l'année, a atteint 6,9 %, en hausse de 0,9 point de pourcentage.

Au cours de 2001, la situation du marché du travail s'est détériorée dans toutes les grandes régions métropolitaines de l'Ontario. À

Toronto, le taux d'emploi a diminué de 0,4 point de pourcentage en 2001 pour finir l'année à 65,0 %. Dans la région d'Ottawa-Hull, où les mises à pied dans le secteur de la haute technologie ont eu une forte incidence sur le marché du travail, le taux a reculé de 1,6 point pour se fixer à 65,5 % en décembre.

Faiblesse en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick

Durement touchée par la contraction de l'emploi agricole, la Saskatchewan a accusé un deuxième recul annuel d'affilée au chapitre de l'emploi. En 2001, le nombre d'emplois dans cette province a diminué de 13 000 ou environ 3 %. La Saskatchewan affiche très souvent le taux de chômage le plus bas au pays. En 2001, cependant, son taux de chômage moyen de 5,8 % a largement dépassé celui de ses voisins, l'Alberta (4,6 %) et le Manitoba (5,0 %).

Après la progression observée en 2000, l'emploi n'a pas bougé au Nouveau-Brunswick en 2001 puisque les pertes survenues au début de l'année ont été contrebalancées par des gains ultérieurs. La stagnation de l'emploi a fait monter le taux annuel de chômage à 11,2 %, ce qui représente une hausse de 1,2 point de pourcentage.

Raffermissement du marché du travail à Montréal

À Montréal, l'emploi a enregistré une forte croissance au cours de 2001. En décembre, 60,0 % de la population en âge de travailler occupait un emploi; il s'agit là d'une augmentation de 0,8 point de pourcentage par rapport au début de l'année. Malgré le gain de 45 000 emplois, la participation accrue au marché du travail a fait grimper le

Variation de décembre à décembre par rapport à variation annuelle moyenne

Dans la présente analyse, la variation de l'emploi et d'autres indicateurs du marché du travail en 2001 est déterminée par la comparaison des données de décembre 2001 et de décembre 2000.

Cette méthode comporte des avantages et des inconvénients. Elle présente l'avantage important de repérer des changements dans le marché du travail plus rapidement qu'à l'aide des moyennes annuelles. Par exemple, l'emploi global au Canada s'est établi en moyenne à 15,1 millions en 2001, ce qui représente 1,1 % de plus qu'en 2000. Ces chiffres sembleraient indiquer qu'une légère croissance de l'emploi s'est manifestée en 2001, alors que, en fait, l'emploi a stagné (graphique A). Cette stagnation est mieux représentée par la variation de décembre à décembre, qui peut aussi être considérée comme la somme des variations mensuelles de l'emploi pour l'année, laquelle constitue une hausse de seulement 25 000 emplois ou 0,2 %.

La raison des écarts au chapitre de la variation en pourcentage de l'emploi obtenue par les deux méthodes est assez simple. Le niveau d'emploi de décembre 2000, soit 15,1 millions, était supérieur à la moyenne annuelle de l'emploi en 2000 (14,9 millions), compte tenu de la forte croissance de l'emploi observée à la fin de 2000.

Bien entendu, ni la méthode de la variation de décembre à décembre ni celle des moyennes annuelles n'est sans faille. La variation de décembre à décembre peut être trompeuse si l'un ou l'autre des mois de décembre se caractérise par des données exceptionnellement fortes ou faibles. Dans ce cas, l'instabilité accrue des chiffres mensuels peut amener à interpréter, à tort, une tendance qui serait mieux décrite par des estimations trimestrielles ou annuelles moyennes plus stables.

taux de chômage à Montréal. Ce taux a atteint 9,8 % en décembre, en hausse de 2,0 points par rapport à l'année précédente.

Étant donné que près de la moitié de la population québécoise en âge de travailler se trouve à Montréal, l'amélioration du marché du travail montréalais a animé la tendance générale de l'emploi dans la province. Comparativement à décembre 2000, l'emploi au Québec a progressé de 35 000 en décembre 2001 (1,0 %). Si le nombre d'emplois a augmenté, l'intensification de la participation au marché du travail a fait gonfler le taux de chômage au Québec, celui-ci s'étant établi à 9,7 % à la fin de l'année, en hausse de 1,7 point de pourcentage.

L'exploitation pétrolière stimule l'Alberta

Une forte progression de l'emploi a été observée dans l'industrie pétrolière de l'Alberta en 2001, bien que cette croissance se soit atténuée vers la fin de l'année. Cette expansion, qui a largement compensé les pertes subies dans les secteurs de l'agriculture et de la fabrication, s'est traduite par un gain global de 31 000 emplois en 2001 (1,9 %). Cette hausse vigoureuse du nombre d'emplois a permis à la province d'afficher un taux de chômage moyen de 4,6 %, le taux le plus bas au pays.

Les taux d'emploi atteignent des sommets

L'emploi a également progressé au Manitoba en 2001. Le taux d'emploi dans cette province s'est établi en moyenne à 64,7 % en 2001, soit le taux le plus élevé depuis au moins 1976⁴. Bien que, en 2001, la situation de l'emploi se soit détériorée pour les jeunes au Manitoba, l'emploi a enregistré une croissance chez les adultes.

Exception faite du Nouveau-Brunswick, les provinces de l'Atlantique ont aussi atteint des sommets sans précédent au chapitre des taux d'emploi en 2001. Les plus fortes augmentations de l'emploi ont été observées à Terre-Neuve-et-Labrador, où le nombre d'emplois au dernier trimestre de l'année était en hausse de 8 000 (3,7 %) par rapport à l'année précédente. La majeure partie de ce gain se trouvait dans les services d'enseignement ainsi que dans le commerce de détail et de gros.

Au quatrième trimestre de 2001, l'emploi à l'Île-du-Prince-Édouard était en hausse de 2 000 (3,1 %) comparativement au dernier trimestre de 2000. En raison de l'amélioration du marché du travail, le taux d'emploi dans cette province a tourné autour de 60 % tout au long de l'année, par rapport à 59 % l'année précédente.

Le marché du travail en Nouvelle-Écosse s'est aussi raffermi en 2001. Au cours du dernier trimestre, 429 000 personnes occupaient un emploi, en hausse de 7 000 (1,7 %) par rapport à l'année précédente. En moyenne pour l'année, le taux d'emploi se chiffrait à 56,3 %, soit un sommet pour cette province. Toutefois, la participation au marché du travail s'est également accrue, de sorte que le taux de chômage annuel moyen a augmenté à 9,7 %.

Perspective

■ Notes

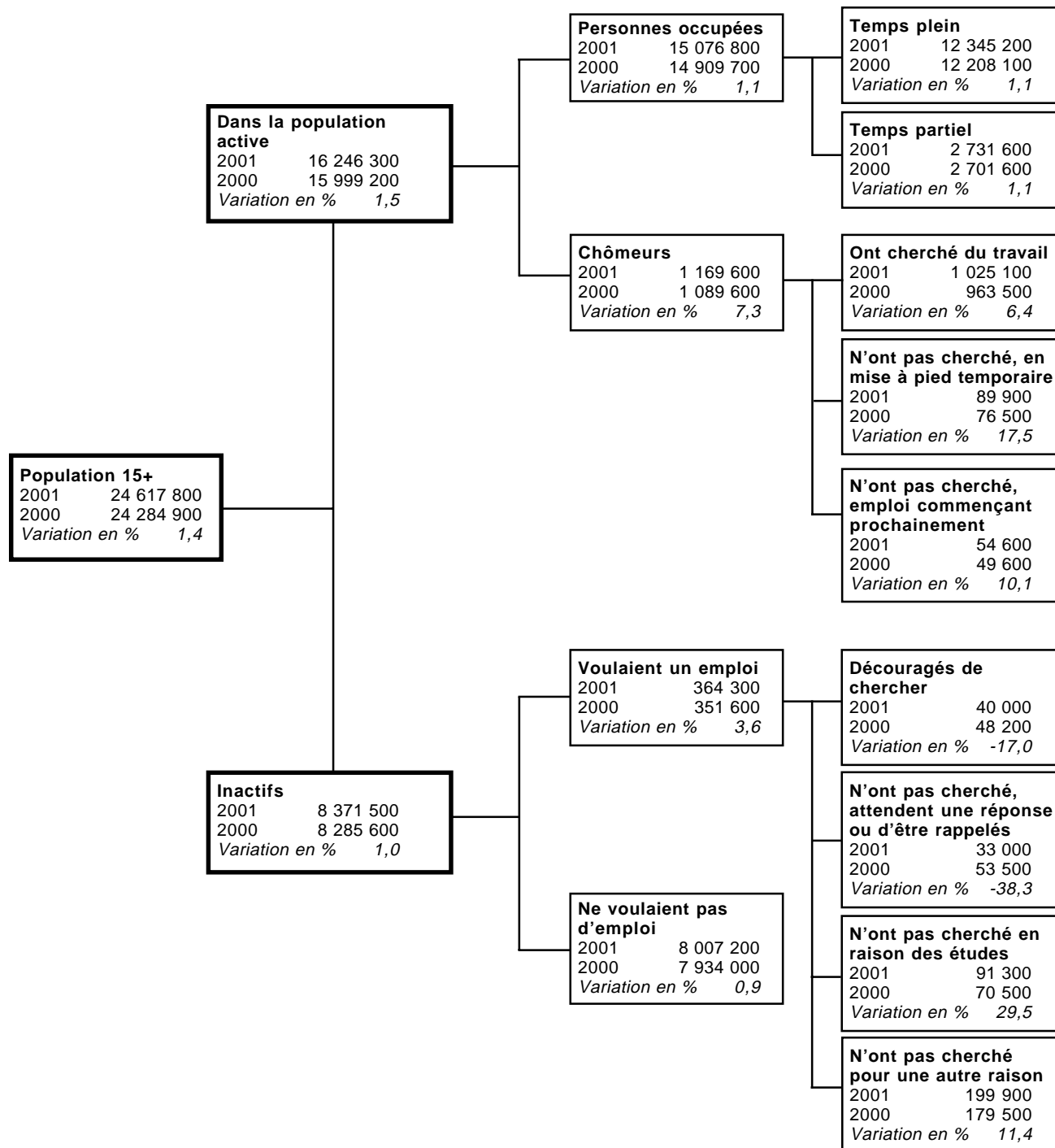
1 Pour plus d'information, se reporter au document intitulé *The NBER's Business-Cycle Dating Procedure* diffusé le 10 janvier 2002. Adresse Internet : <<http://www.nber.org/cycles/recessions.pdf>> (consulté le 16 janvier 2002). Il s'agit d'une mise à jour d'un document ayant paru le 26 novembre 2001.

2 Le repli de l'emploi agricole fera l'objet d'une étude plus détaillée dans un prochain numéro de *L'emploi et le revenu en perspective*.

3 Pour plus d'information, voir G. Bowlby, « Marché du travail : semaine du 11 septembre », *L'emploi et le revenu en perspective*, hiver 2001, vol. 13, n° 4, p. 16 à 20.

4 L'Enquête sur la population active est menée depuis 1946, mais on y a modifié les mesures de l'emploi et du chômage. Les données actuelles ne sont compatibles qu'avec celles recueillies depuis 1976.

Situation vis-à-vis de l'activité de la population canadienne en âge de travailler

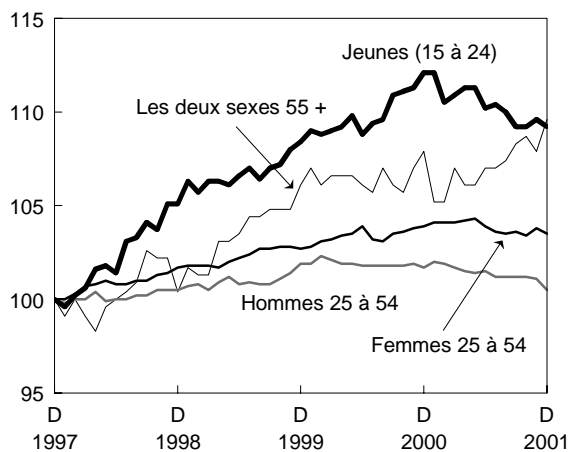


Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

En 2001, le taux d'emploi des travailleurs plus âgés a augmenté le plus.

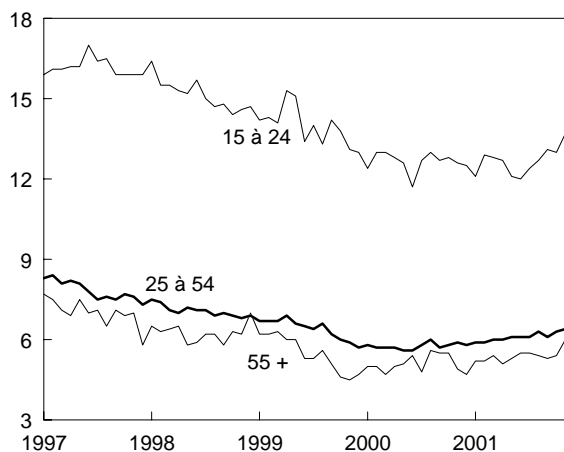
Indice du taux d'emploi, décembre 1997=100



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Le taux de chômage s'est accru pour tous les groupes d'âge en 2001.

Taux de chômage (%)



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

En pourcentage, la croissance de l'emploi a devancé la croissance démographique seulement dans le cas des travailleurs plus âgés en 2001.

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre			
	1997	2000	2001	1997 à 2001	2000 à 2001	1997 à 2001	2000 à 2001
	milliers			milliers		%	
Population 15 +	23 509,1	24 435,3	24 764,1	1 255,0	328,8	5,3	1,3
Jeunes (15 à 24)	3 983,7	4 084,1	4 115,2	131,5	31,1	3,3	0,8
Hommes 25 à 54	6 745,8	6 950,2	7 009,6	263,8	59,4	3,9	0,9
Femmes 25 à 54	6 766,3	6 955,5	7 005,5	239,2	50,0	3,5	0,7
Les deux sexes 55 +	6 013,3	6 445,5	6 633,8	620,5	188,3	10,3	2,9
Emploi 15 +	13 951,6	15 066,7	15 091,4	1 139,8	24,7	8,2	0,2
Jeunes (15 à 24)	2 039,2	2 344,4	2 300,9	261,7	-43,5	12,8	-1,9
Hommes 25 à 54	5 689,0	5 954,1	5 937,3	248,3	-16,8	4,4	-0,3
Femmes 25 à 54	4 843,6	5 177,5	5 190,5	346,9	13,0	7,2	0,3
Les deux sexes 55 +	1 379,9	1 590,7	1 662,7	282,8	72,0	20,5	4,5
Chômage 15 +	1 294,1	1 103,3	1 318,4	24,3	215,1	1,9	19,5
Jeunes (15 à 24)	385,8	334,9	373,7	-12,1	38,8	-3,1	11,6
Hommes 25 à 54	451,5	367,0	479,5	28,0	112,5	6,2	30,7
Femmes 25 à 54	372,4	323,5	352,7	-19,7	29,2	-5,3	9,0
Les deux sexes 55 +	84,5	78,0	112,5	28,0	34,5	33,1	44,2

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

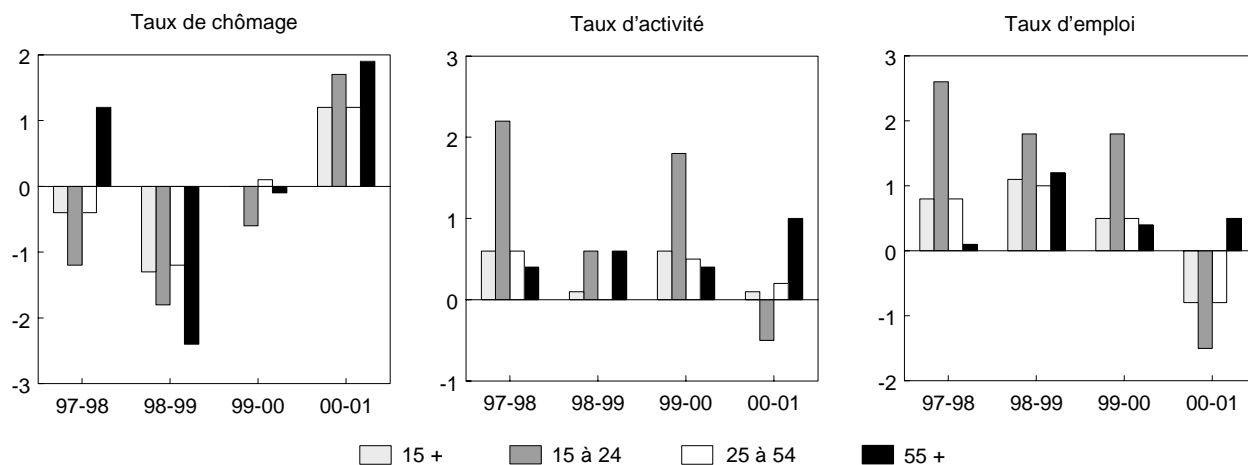
Le taux de chômage des personnes plus âgées a augmenté légèrement en raison d'une hausse de l'activité.

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre	
	1997	2000	2001	1997 à 2001	2000 à 2001
	%			points de %	
Taux de chômage 15 +	8,5	6,8	8,0	-0,5	1,2
Jeunes (15 à 24)	15,9	12,5	14,0	-1,9	1,5
Hommes 25 à 54	7,4	5,8	7,5	0,1	1,7
Femmes 25 à 54	7,1	5,9	6,4	-0,7	0,5
Les deux sexes 55 +	5,8	4,7	6,3	0,5	1,6
Taux d'activité 15 +	64,9	66,2	66,3	1,4	0,1
Jeunes (15 à 24)	60,9	65,6	65,0	4,1	-0,6
Hommes 25 à 54	91,0	90,9	91,5	0,5	0,6
Femmes 25 à 54	77,1	79,1	79,1	2,0	0,0
Les deux sexes 55 +	24,4	25,9	26,8	2,4	0,9
Taux d'emploi 15 +	59,3	61,7	60,9	1,6	-0,8
Jeunes (15 à 24)	51,2	57,4	55,9	4,7	-1,5
Hommes 25 à 54	84,3	85,7	84,7	0,4	-1,0
Femmes 25 à 54	71,6	74,4	74,1	2,5	-0,3
Les deux sexes 55 +	22,9	24,7	25,1	2,2	0,4

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

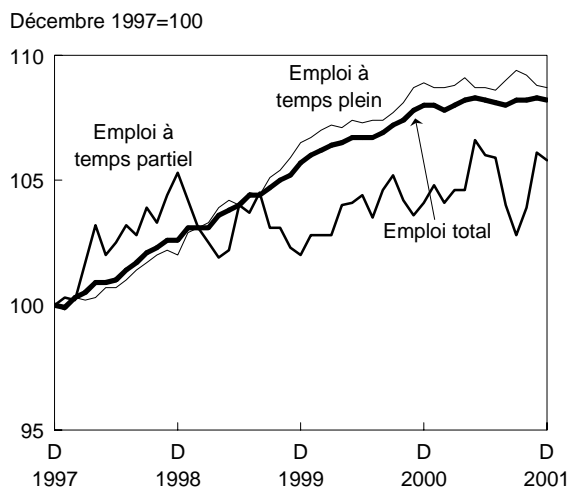
Depuis deux années consécutives, le taux d'emploi chez les jeunes a enregistré la plus forte baisse.

Variation en points de pourcentage, décembre à décembre



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

La légère progression de l'emploi global en 2001 a été entièrement attribuable à une montée du travail à temps partiel.

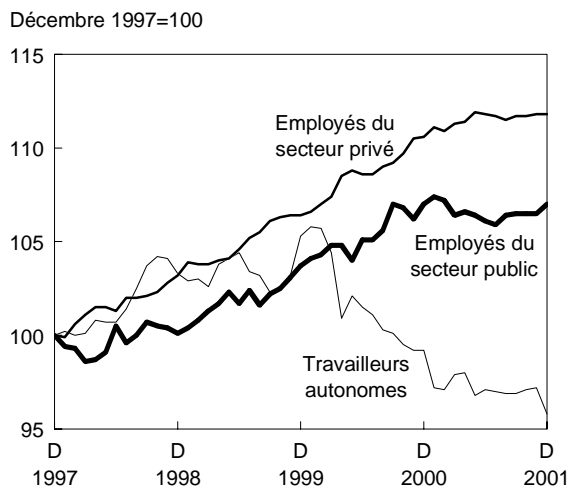


Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

	Emploi	Temps plein	Temps partiel
	milliers		
Niveau de décembre			
1997	13 951,6	11 348,5	2 603,1
2000	15 066,7	12 357,5	2 709,2
2001	15 091,4	12 337,1	2 754,3
Variation absolue			
1997 à 2001	1 139,8	988,6	151,2
2000 à 2001	24,7	-20,4	45,1
	%		
Variation en pourcentage			
1997 à 2001	8,2	8,7	5,8
2000 à 2001	0,2	-0,2	1,7

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Le travail autonome a poursuivi son déclin en 2001.



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

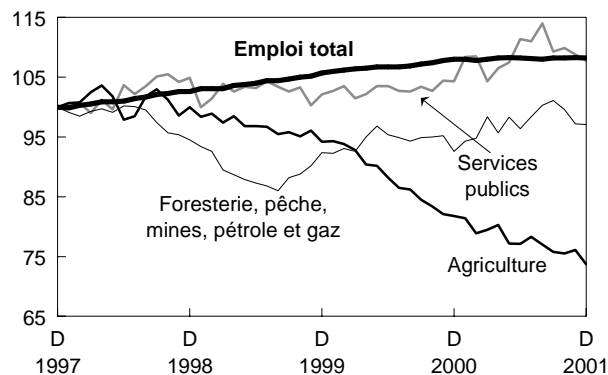
	Emploi total	Employés		Travailleurs autonomes
		Public	Privé	
	milliers			
Niveau de décembre				
1997	13 951,6	2 649,1	8 920,1	2 382,4
2000	15 066,7	2 835,4	9 867,5	2 363,8
2001	15 091,4	2 833,9	9 976,3	2 281,2
Variation absolue				
1997 à 2001	1 139,8	184,8	1 056,2	-101,2
2000 à 2001	24,7	-1,5	108,8	-82,6
	%			
Variation en pourcentage				
1997 à 2001	8,2	7,0	11,8	-4,2
2000 à 2001	0,2	-0,1	1,1	-3,5

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

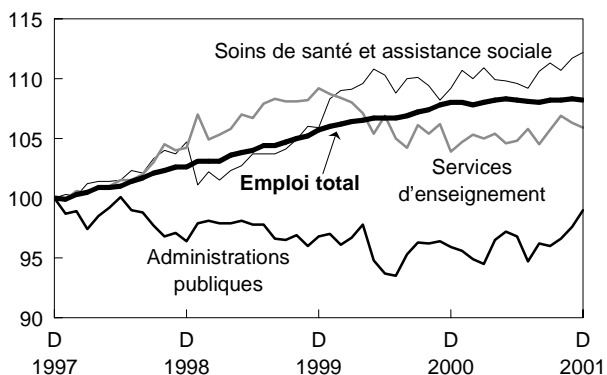
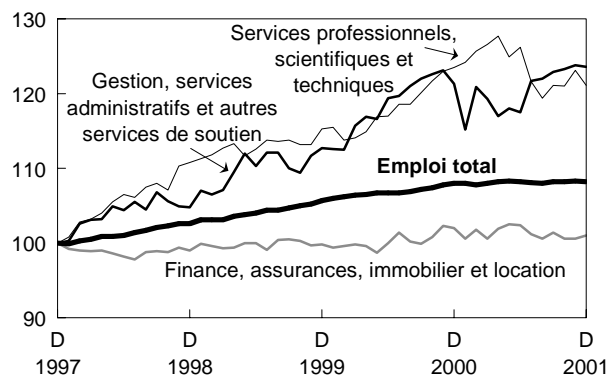
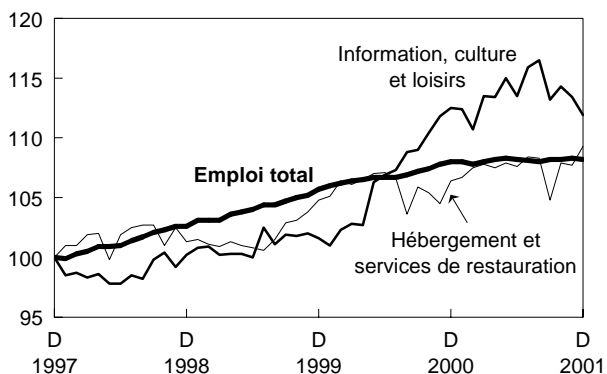
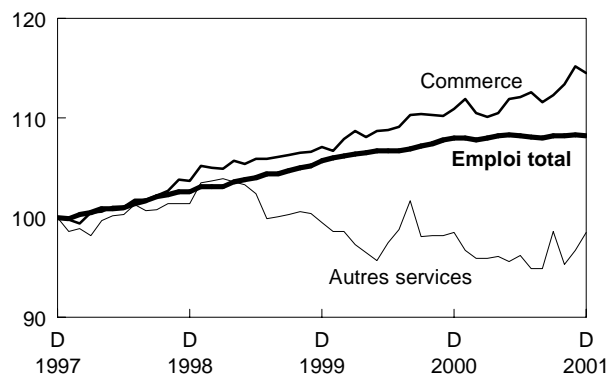
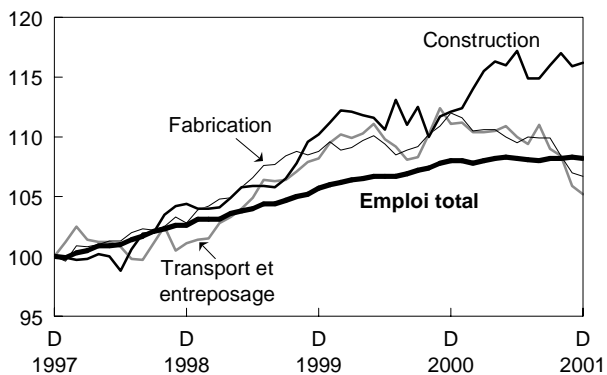
Au cours des quatre dernières années, on a observé une plus forte croissance de l'emploi dans la construction, le commerce de même que dans le domaine de la gestion, des services administratifs et des autres services de soutien. En 2001, l'emploi a reculé dans la fabrication ainsi que le transport et l'entreposage.

Indice de l'emploi

Décembre 1997=100



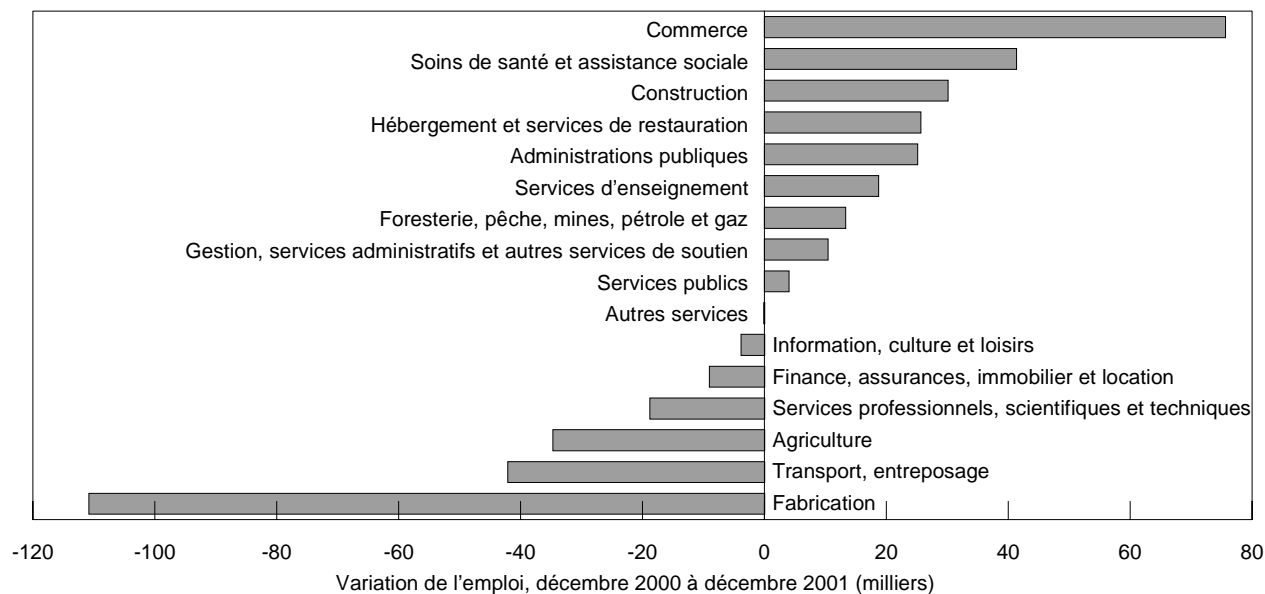
Décembre 1997=100



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

Quatre des cinq branches d'activité ayant connu la plus forte croissance en 2001 faisaient partie du secteur des services.

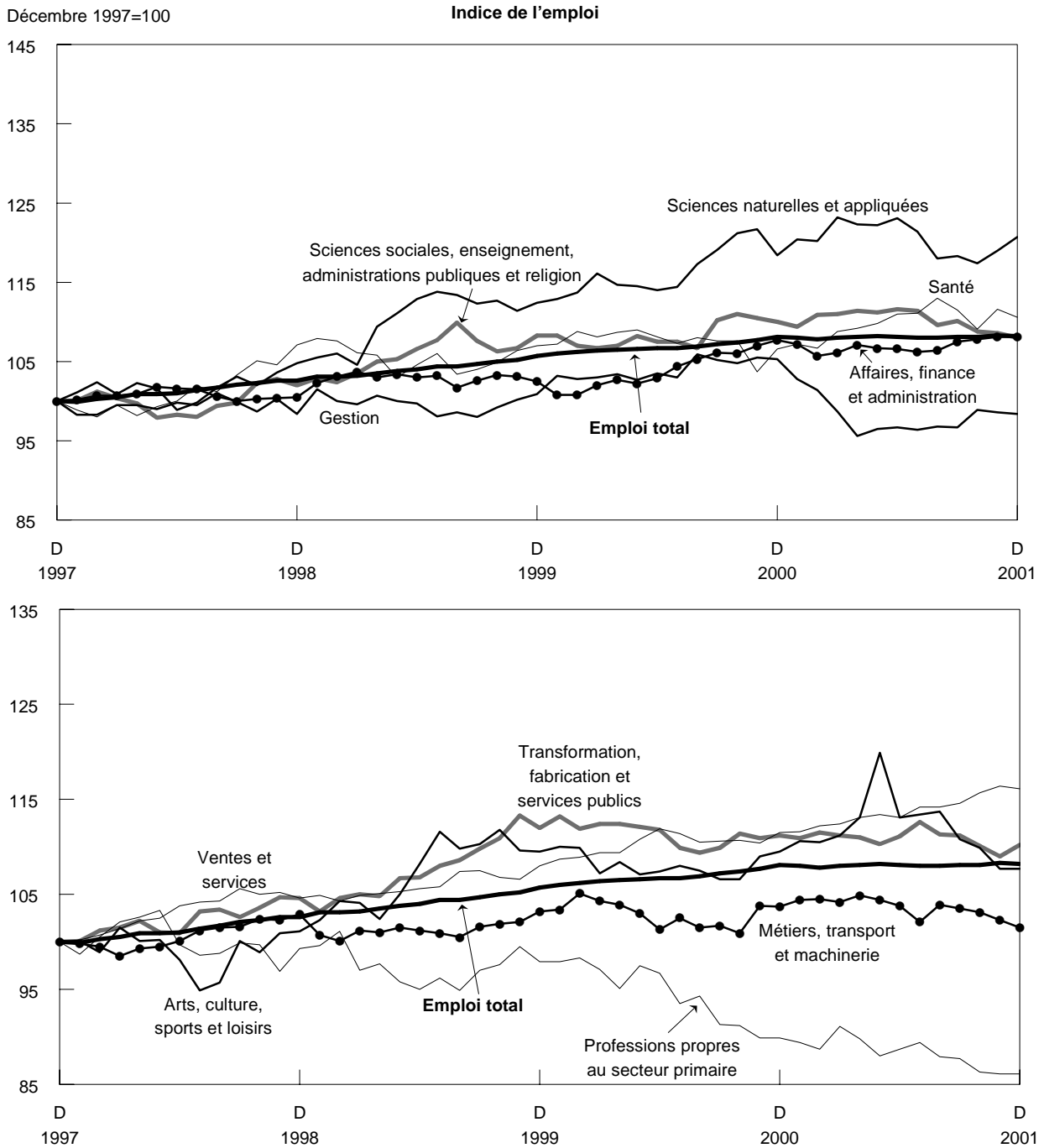


Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre			
	1997	2000	2001	1997 à 2001	2000 à 2001	1997 à 2001	2000 à 2001
	milliers			milliers		%	
Ensemble des branches d'activité	13 951,6	15 066,7	15 091,4	1 139,8	24,7	8,2	0,2
Secteur des biens	3 646,7	3 890,4	3 792,4	145,7	-98,0	4,0	-2,5
Agriculture	424,6	347,5	312,8	-111,8	-34,7	-26,3	-10,0
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	299,9	277,8	291,1	-8,8	13,3	-2,9	4,8
Services publics	112,9	117,7	121,7	8,8	4,0	7,8	3,4
Construction	730,7	818,8	848,9	118,2	30,1	16,2	3,7
Fabrication	2 078,7	2 328,7	2 217,9	139,2	-110,8	6,7	-4,8
Secteur des services	10 305,0	11 176,2	11 299,0	994,0	122,8	9,6	1,1
Commerce	2 123,3	2 354,7	2 430,3	307,0	75,6	14,5	3,2
Transport et entreposage	709,0	787,9	745,8	36,8	-42,1	5,2	-5,3
Finance, assurances, immobilier et location	864,4	882,0	873,0	8,6	-9,0	1,0	-1,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	800,6	988,7	969,9	169,3	-18,8	21,1	-1,9
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	460,9	559,2	569,6	108,7	10,4	23,6	1,9
Services d'enseignement	916,8	952,2	970,9	54,1	18,7	5,9	2,0
Soins de santé et assistance sociale	1 395,5	1 523,9	1 565,2	169,7	41,3	12,2	2,7
Information, culture et loisirs	622,8	700,7	696,9	74,1	-3,8	11,9	-0,5
Hébergement et services de restauration	907,4	965,8	991,4	84,0	25,6	9,3	2,7
Autres services	709,1	698,5	698,4	-10,7	-0,1	-1,5	0,0
Administrations publiques	795,3	762,5	787,6	-7,7	25,1	-1,0	3,3

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

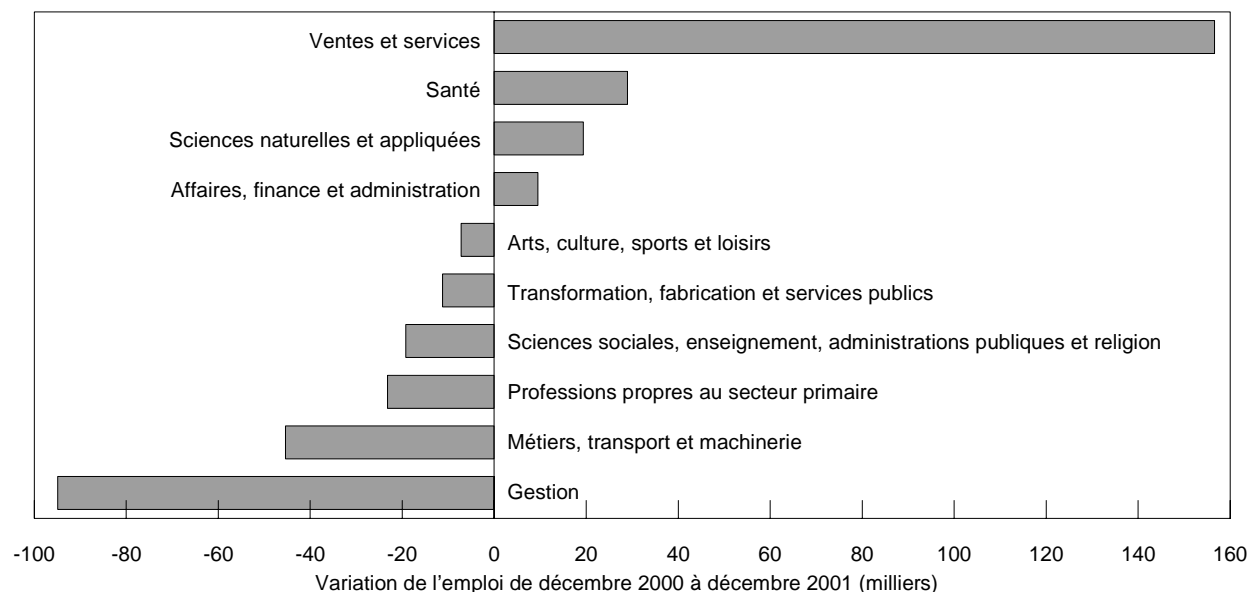
Au cours des cinq dernières années, les professions liées aux sciences naturelles et appliquées ont enregistré la hausse la plus élevée en pourcentage. Ce groupe comprend les programmeurs, les analystes de systèmes et les ingénieurs en informatique.



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

Compte tenu des gains dans le secteur des services, les professions relatives aux ventes et aux services ont connu la plus importante progression. La plus forte baisse a touché les professions liées à la gestion.

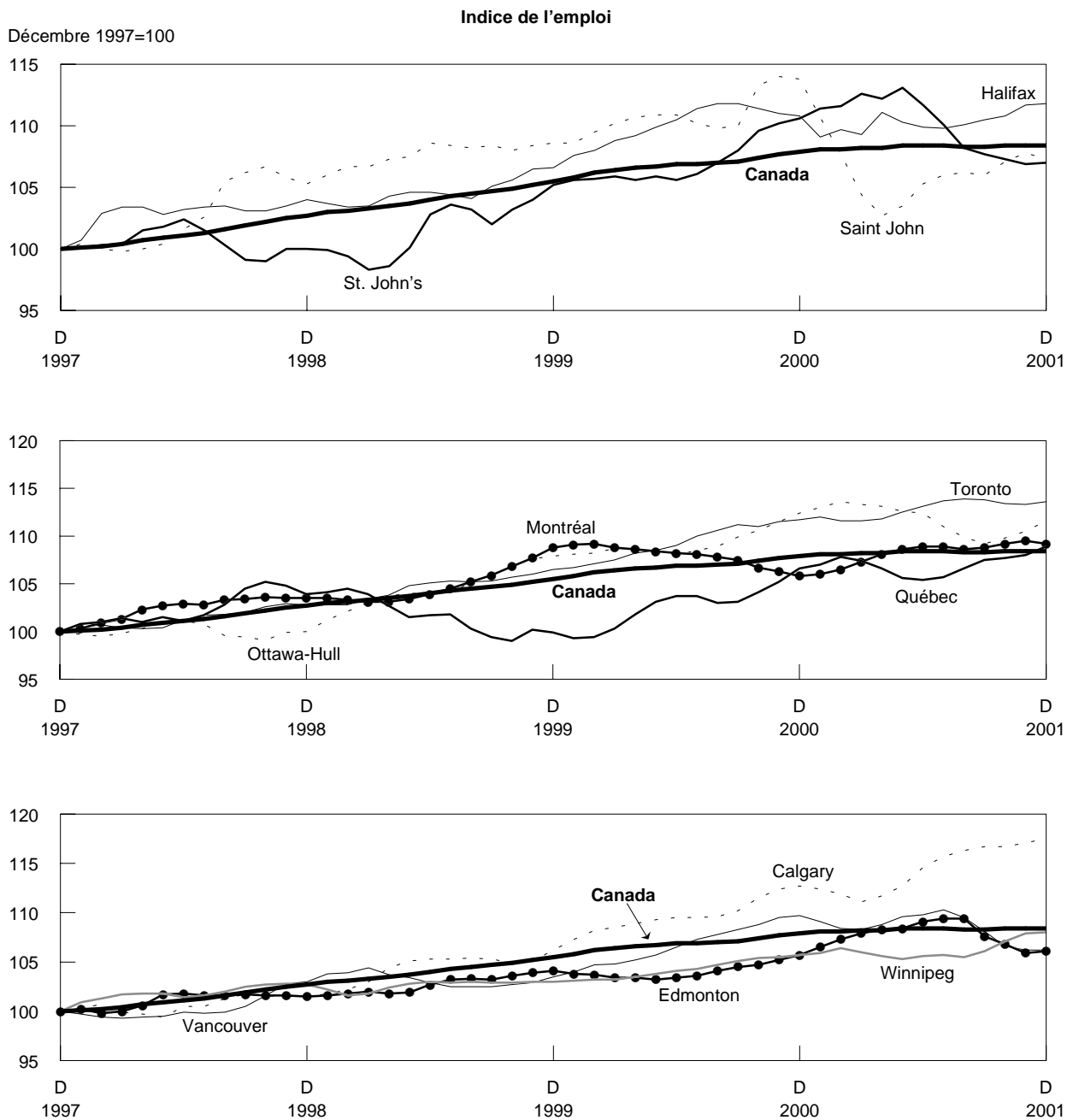


Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre			
	1997	2000	2001	1997 à 2001	2000 à 2001	1997 à 2001	2000 à 2001
	milliers			milliers		%	
Ensemble des professions	13 951,6	15 076,8	15 090,2	1138,6	13,4	8,2	0,1
Gestion	1 376,3	1 449,1	1 354,2	-22,1	-94,9	-1,6	-6,5
Affaires, finance et administration	2 544,8	2 741,7	2 751,2	206,4	9,5	8,1	0,3
Sciences naturelles et appliquées	831,5	984,1	1 003,5	172,0	19,4	20,7	2,0
Santé	725,7	773,5	802,5	76,8	29,0	10,6	3,7
Sciences sociales, enseignement, administrations publiques et religion	935,1	1 028,7	1 009,5	74,4	-19,2	8,0	-1,9
Arts, culture, sports et loisirs	385,6	422,3	415,1	29,5	-7,2	7,7	-1,7
Ventes et services	3 374,0	3 761,7	3 918,3	544,3	156,6	16,1	4,2
Métiers, transport et machinerie	2 069,0	2 145,5	2 100,1	31,1	-45,4	1,5	-2,1
Professions propres au secteur primaire	612,3	550,3	527,1	-85,2	-23,2	-13,9	-4,2
Transformation, fabrication et services publics	1 097,3	1 219,9	1 208,7	111,4	-11,2	10,2	-0,9

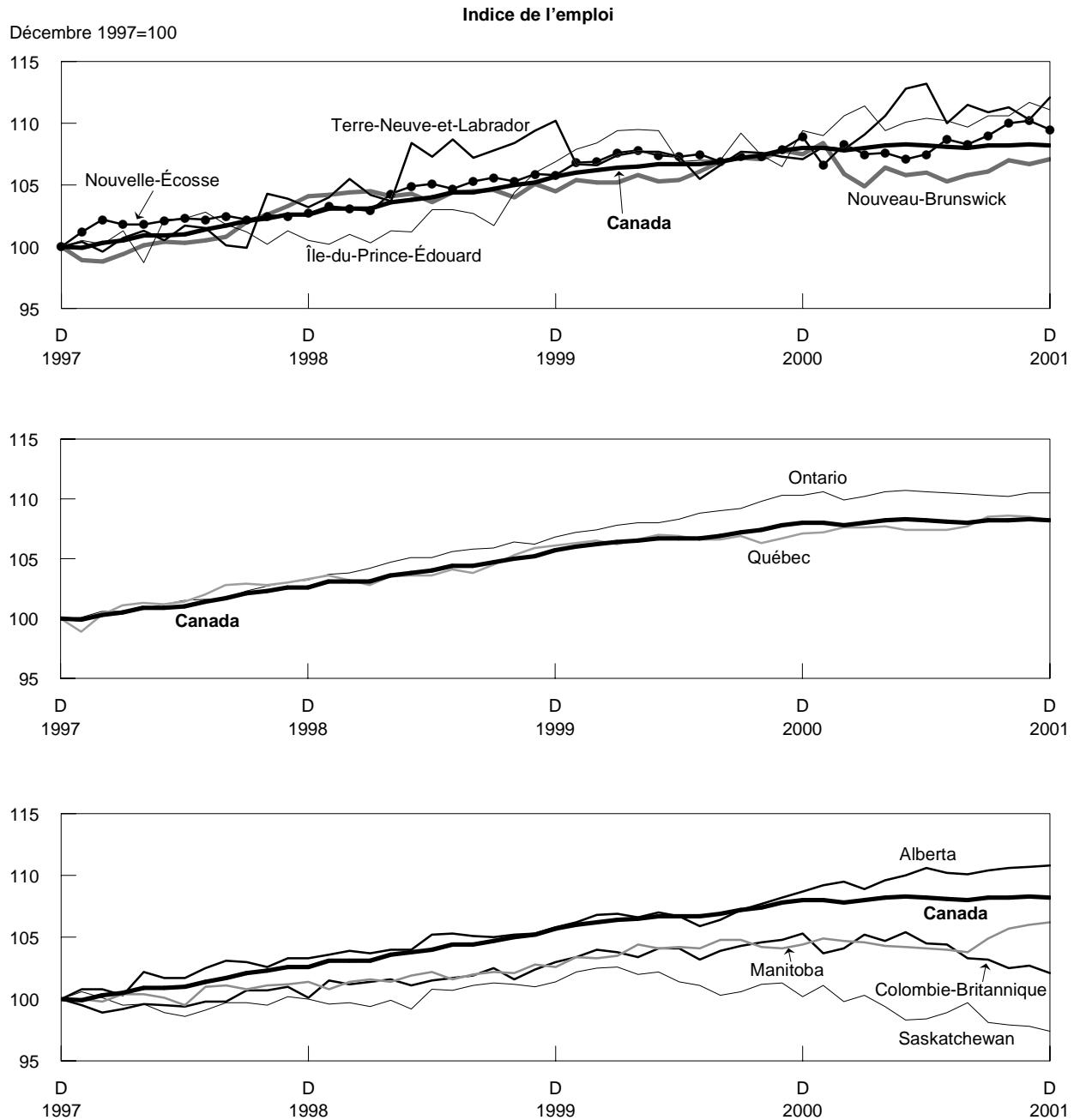
Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Parmi les principales régions métropolitaines du Canada, Calgary a connu la plus forte croissance de l'emploi en 2001.



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées, moyenne mobile de trois mois

En pourcentage, Terre-Neuve-et-Labrador a affiché la croissance de l'emploi la plus vigoureuse en 2001.



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

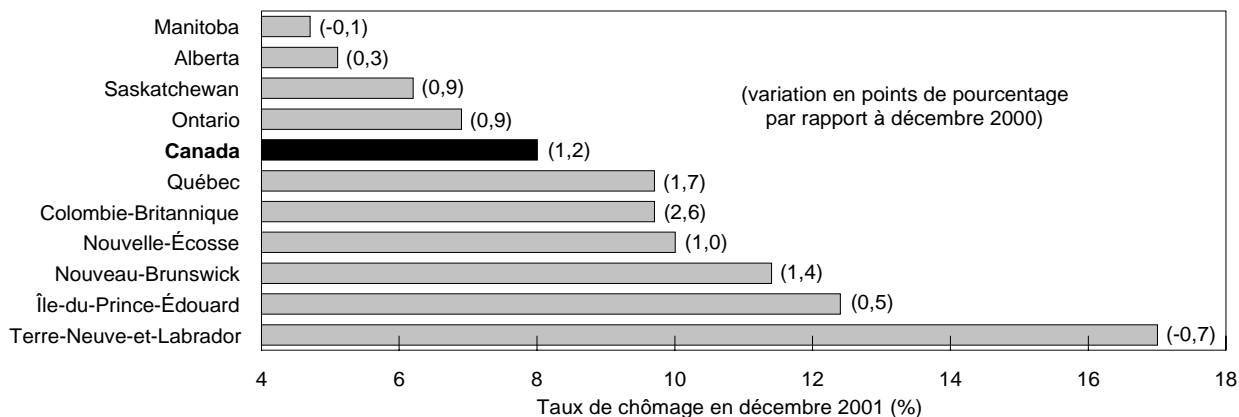
Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

Québec a enregistré le plus grand nombre de personnes nouvellement occupées en 2001, mais aussi le plus grand nombre de nouveaux chômeurs.

	Niveau de décembre			Variation, décembre à décembre			
	1997	2000	2001	1997 à 2001	2000 à 2001	1997 à 2001	2000 à 2001
	milliers			milliers		%	
Occupées							
Canada	13 951,6	15 066,7	15 091,4	1 139,8	24,7	8,2	0,2
Terre-Neuve-et-Labrador	191,2	204,7	214,4	23,2	9,7	12,1	4,7
Île-du-Prince-Édouard	59,7	65,3	66,3	6,6	1,0	11,1	1,5
Nouvelle-Écosse	390,5	425,4	427,6	37,1	2,2	9,5	0,5
Nouveau-Brunswick	314,7	338,3	336,9	22,2	-1,4	7,1	-0,4
Québec	3 223,6	3 451,6	3 486,8	263,2	35,2	8,2	1,0
Ontario	5 403,8	5 960,5	5 970,6	566,8	10,1	10,5	0,2
Manitoba	532,6	556,2	565,5	32,9	9,3	6,2	1,7
Saskatchewan	478,1	479,2	465,9	-12,2	-13,3	-2,6	-2,8
Alberta	1 484,0	1 613,3	1 644,2	160,2	30,9	10,8	1,9
Colombie-Britannique	1 873,4	1 972,3	1 913,3	39,9	-59,0	2,1	-3,0
En chômage							
Canada	1 294,1	1 103,3	1 318,4	24,3	215,1	1,9	19,5
Terre-Neuve-et-Labrador	40,7	44,0	43,9	3,2	-0,1	7,9	-0,2
Île-du-Prince-Édouard	10,3	8,8	9,4	-0,9	0,6	-8,7	6,8
Nouvelle-Écosse	50,3	41,9	47,7	-2,6	5,8	-5,2	13,8
Nouveau-Brunswick	44,1	37,5	43,3	-0,8	5,8	-1,8	15,5
Québec	384,1	301,8	375,8	-8,3	74,0	-2,2	24,5
Ontario	449,6	382,1	445,6	-4,0	63,5	-0,9	16,6
Manitoba	31,3	28,2	27,7	-3,6	-0,5	-11,5	-1,8
Saskatchewan	25,6	26,9	30,9	5,3	4,0	20,7	14,9
Alberta	87,8	82,1	89,0	1,2	6,9	1,4	8,4
Colombie-Britannique	170,4	150,1	205,0	34,6	54,9	20,3	36,6

Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

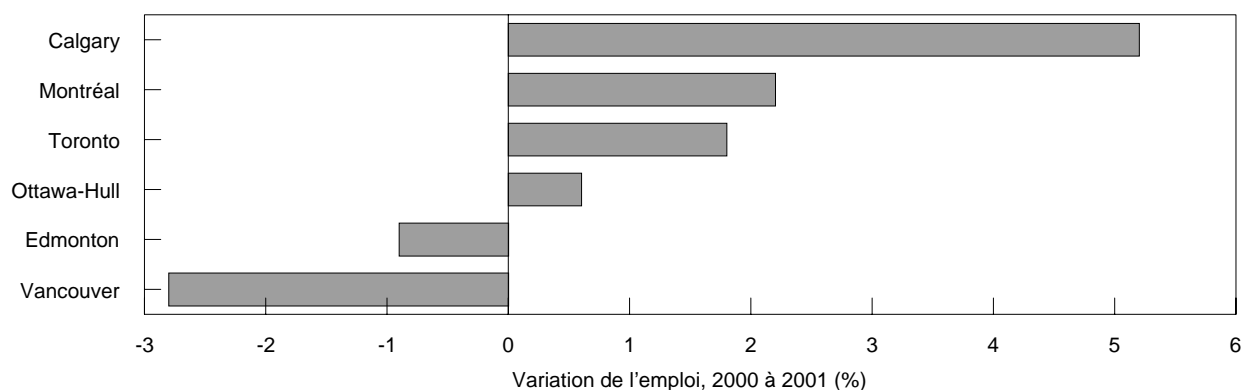
En 2001, les taux de chômage ont crû dans la plupart des provinces.



Source : Enquête sur la population active, données désaisonnalisées

Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

Parmi les six plus grandes villes canadiennes, Calgary et Montréal ont affiché la hausse la plus élevée du niveau moyen de l'emploi.



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

	Moyenne annuelle			Variation			
	1997	2000	2001	1997 à 2001	2000 à 2001	1997 à 2001	2000 à 2001
	milliers			milliers		%	
Canada	13 849,1	14 974,5	14 990,4	1 141,3	15,9	8,2	0,1
St-John's	78,4	86,1	84,8	6,4	-1,3	8,2	-1,5
Halifax	168,8	185,8	184,7	15,9	-1,1	9,4	-0,6
Saint John	55,2	59,9	57,0	1,8	-2,9	3,3	-4,8
Chicoutimi-Jonquière	61,6	69,0	72,0	10,4	3,0	16,9	4,3
Québec	319,0	339,4	353,3	34,3	13,9	10,8	4,1
Trois-Rivières	57,5	63,3	63,4	5,9	0,1	10,3	0,2
Sherbrooke	62,8	73,3	73,6	10,8	0,3	17,2	0,4
Montréal	1 579,0	1 658,1	1 694,8	115,8	36,7	7,3	2,2
Ottawa-Hull	513,3	581,3	584,6	71,3	3,3	13,9	0,6
Sudbury	70,4	78,0	74,3	3,9	-3,7	5,5	-4,7
Oshawa	138,1	156,8	158,5	20,4	1,7	14,8	1,1
Toronto	2 285,8	2 546,4	2 592,0	306,2	45,6	13,4	1,8
Hamilton	320,5	355,0	329,8	9,3	-25,2	2,9	-7,1
St. Catharines-Niagara	164,4	185,4	190,4	26,0	5,0	15,8	2,7
London	201,1	223,0	207,6	6,5	-15,4	3,2	-6,9
Windsor	141,5	153,6	160,6	19,1	7,0	13,5	4,6
Kitchener	199,7	227,3	224,1	24,4	-3,2	12,2	-1,4
Thunder Bay	55,1	63,5	60,9	5,8	-2,6	10,5	-4,1
Winnipeg	339,8	357,1	363,1	23,3	6,0	6,9	1,7
Regina	100,3	105,7	107,1	6,8	1,4	6,8	1,3
Saskatoon	115,4	113,6	113,8	-1,6	0,2	-1,4	0,2
Calgary	491,8	555,3	584,2	92,4	28,9	18,8	5,2
Edmonton	466,4	499,1	494,8	28,4	-4,3	6,1	-0,9
Vancouver	961,4	1 061,0	1 031,6	70,2	-29,4	7,3	-2,8
Victoria	149,5	151,7	153,3	3,8	1,6	2,5	1,1

Source : Enquête sur la population active

Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

Ce sont les travailleurs reliés au secteur primaire et aux professions qui y sont propres qui ont eu l'horaire de travail le plus long en 2001.

	Personnes occupées	Heures habituelles, emploi principal								Total (milliers)	Moyenne
		1 à 14	15 à 29	30 à 34	35 à 39	40	41 à 49	50+			
		milliers									
Total	15 076,8	845,4	1 886,2	1 007,2	3 199,6	5 733,9	956,2	1 448,2	552 310,8	36,6	
Secteur											
Agriculture	328,6	24,6	33,7	20,5	14,0	74,3	27,0	134,5	14 981,2	45,6	
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	293,1	4,3	9,6	6,7	25,2	139,2	33,4	74,7	13 284,9	45,3	
Services publics	123,0	-	2,2	7,0	46,3	60,8	3,6	2,4	4 703,4	38,2	
Construction	843,3	19,7	43,4	41,5	77,9	419,9	91,4	149,4	34 488,2	40,9	
Fabrication	2 274,5	26,3	57,8	50,2	291,6	1 520,1	214,5	114,0	90 427,6	39,8	
Commerce	2 383,6	186,3	457,4	178,5	326,4	881,1	152,8	201,0	82 315,5	34,5	
Transport et entreposage	773,2	19,0	69,3	33,5	93,2	341,6	57,8	158,8	31 862,5	41,2	
Finance, assurances, immobilier et location	874,5	33,1	93,2	53,1	346,2	242,7	35,6	70,6	31 925,1	36,5	
Services professionnels, scientifiques et techniques	987,0	47,5	87,4	47,2	238,0	382,3	58,9	125,6	37 440,1	37,9	
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	555,3	45,6	88,1	49,1	93,2	206,3	33,3	39,7	19 115,9	34,4	
Services d'enseignement	966,2	95,2	159,0	102,6	285,8	243,6	30,4	49,6	31 441,3	32,5	
Soins de santé et assistance sociale	1 542,1	79,7	301,8	170,0	534,1	312,1	49,8	94,6	52 580,3	34,1	
Information, culture et loisirs	707,2	67,6	93,6	48,0	186,4	230,0	28,5	53,1	24 301,3	34,4	
Hébergement et services de restauration	976,0	119,3	259,5	116,4	109,6	242,6	45,1	83,4	30 862,7	31,6	
Autres services	682,7	55,2	94,0	54,7	94,1	241,9	59,3	83,4	24 612,0	36,1	
Administrations publiques	766,4	21,2	36,3	28,0	437,4	195,3	34,9	13,3	27 968,7	36,5	
Profession											
Gestion	1 350,6	22,3	54,7	45,8	271,4	518,7	113,9	323,7	57 918,2	42,9	
Affaires, finance et administration	2 721,1	141,8	313,2	170,8	998,3	916,8	94,1	86,2	95 238,9	35,0	
Sciences naturelles et appliquées	1 001,8	12,3	31,9	29,2	342,6	468,7	52,4	64,8	39 102,9	39,0	
Santé	797,9	30,8	171,1	96,0	257,2	161,4	31,1	50,2	27 394,3	34,3	
Sciences sociales, enseignement, administrations publiques et religion	1 029,8	64,6	142,6	86,4	335,5	273,6	41,7	85,5	36 052,0	35,0	
Arts, culture, sports et loisirs	431,1	62,2	71,1	36,9	91,7	111,9	15,1	42,2	13 966,1	32,4	
Ventes et services	3 843,1	424,3	916,3	404,4	567,5	1 119,2	196,3	215,2	121 618,3	31,6	
Métiers, transport et machinerie	2 144,3	40,0	106,9	79,0	198,3	1 152,1	233,0	334,9	88,206,1	41,1	
Professions propres au secteur primaire	541,2	31,5	43,5	27,2	26,8	161,7	51,7	198,6	24 658,7	45,6	
Transformation, fabrication et services publics	1 215,9	15,6	34,8	31,5	110,4	849,9	126,9	46,8	48 155,1	39,6	

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

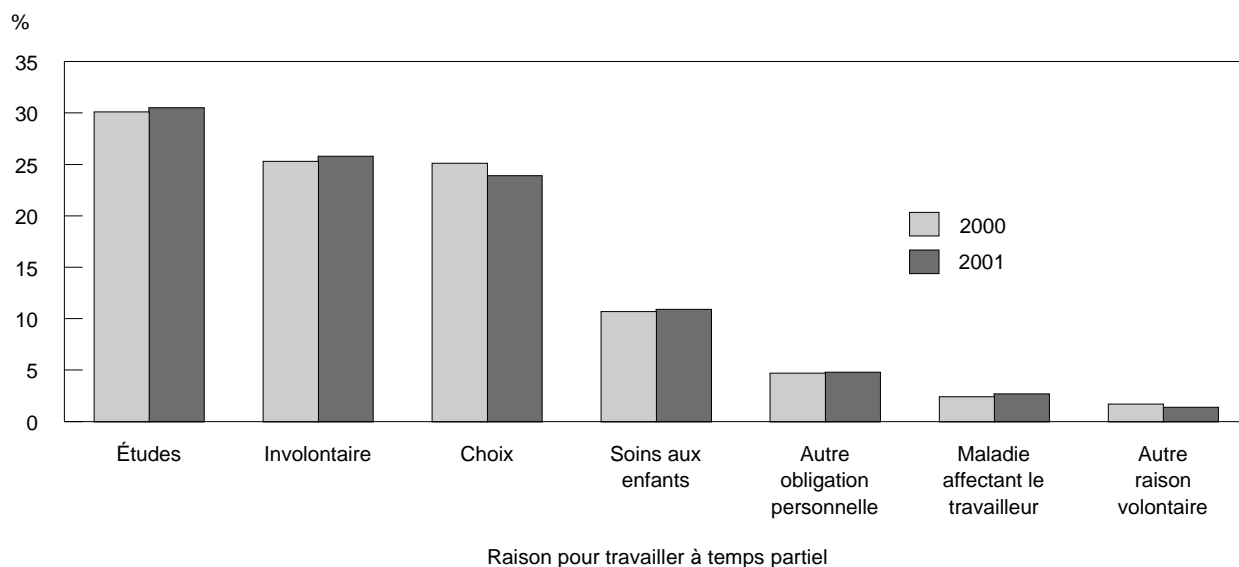
Alors que les travailleurs ayant effectué des heures supplémentaires dans le secteur des biens étaient plus susceptibles d'être rémunérés pour leurs efforts additionnels, la plupart de ceux ayant fait de même dans le secteur des services ne l'étaient pas.

	Employés au travail		Proportion des travailleurs effectuant des heures supplémentaires					
			2001			Variation, 2000 à 2001		
	Total	Heures supplémentaires	Total	Rémunérées	Non rémunérées	Total	Rémunérées	Non rémunérées
	milliers		%		points de %			
Total	11 766,3	2 417,3	20,5	9,8	11,4	0,7	0,0	0,7
Secteur								
Agriculture	113,2	13,7	12,1	6,5	5,2	2,5	0,9	1,5
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	224,3	64,7	28,8	19,2	10,7	1,2	0,3	1,2
Services publics	112,6	29,9	26,6	17,0	10,9	-0,5	0,0	-0,5
Construction	537,4	109,4	20,4	15,2	5,9	0,6	-0,1	0,7
Fabrication	2 015,8	507,8	25,2	17,5	8,3	-0,2	-0,9	0,8
Commerce	1 949,6	290,0	14,9	6,8	8,5	0,6	0,0	0,7
Transport et entreposage	580,7	123,2	21,2	13,9	7,9	1,3	0,2	1,1
Finance, assurances, immobilier et location	689,9	154,9	22,5	6,1	17,1	1,4	0,2	1,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	624,6	169,7	27,2	8,7	19,4	2,1	0,4	1,9
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	392,0	54,6	13,9	7,9	6,6	-0,3	-1,0	0,8
Services d'enseignement	787,5	272,8	34,6	2,6	32,5	0,9	0,2	0,8
Soins de santé et assistance sociale	1 213,8	200,9	16,6	7,9	9,6	0,8	0,6	0,4
Information, culture et loisirs	569,2	111,4	19,6	8,3	12,0	0,6	0,2	0,5
Hébergement et services de restauration	829,7	78,9	9,5	5,4	4,5	0,2	0,1	0,1
Autres services	428,2	72,8	17,0	7,6	9,9	1,3	0,7	0,6
Administrations publiques	697,7	162,6	23,3	9,8	14,9	1,8	1,2	0,9
Profession								
Gestion	804,8	308,6	38,3	4,2	35,0	2,1	-0,1	2,4
Affaires, finance et administration	2 306,8	413,3	17,9	7,3	11,2	0,9	0,0	1,0
Sciences naturelles et appliquées	826,4	241,2	29,2	12,3	18,2	1,3	-0,4	1,7
Santé	621,0	112,1	18,1	11,0	8,3	2,0	1,2	1,0
Sciences sociales, enseignement, administrations publiques et religion	817,8	301,1	36,8	3,5	34,1	1,1	0,4	0,9
Arts, culture, sports et loisirs	263,4	56,0	21,3	8,2	13,9	1,6	0,9	1,0
Ventes et services	3 182,2	361,0	11,3	5,9	5,9	0,7	0,1	0,7
Métiers, transport et machinerie	1 620,8	353,3	21,8	19,0	3,5	0,3	0,0	0,4
Professions propres au secteur primaire	245,7	41,6	16,9	12,6	5,0	2,0	1,3	1,8
Transformation, fabrication et services publics	1 077,4	229,2	21,3	19,3	2,5	-0,3	-0,6	0,5

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Nota : Certains travailleurs effectuent des heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées durant la même semaine.

En 2001, le pourcentage de personnes qui travaillaient à temps partiel involontairement a augmenté légèrement, tout comme celui ayant trait aux personnes qui travaillaient peu d'heures parce qu'elles allaient à l'école.



Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

	Temps partiel volontaire							Temps partiel involontaire			
	Temps partiel total	Maladie affectant le travailleur	Soins aux enfants	Autre obligation personnelle	Études	Choix	Autre	Total	Ont cherché du travail à temps plein	N'ont pas cherché du travail à temps plein	
2001	milliers	%									
Total	2 731,6	2,7	10,9	4,8	30,5	23,9	1,4	25,8	7,5	18,3	
Jeunes (15 à 24)	1 017,1	0,3	1,2	0,8	74,2	5,0	0,5	17,8	6,3	11,6	
Hommes	441,0	0,4	0,0	0,5	77,1	4,9	0,4	16,6	6,3	10,3	
Femmes	576,1	0,3	2,1	1,1	72,1	5,2	0,6	18,7	6,2	12,5	
Adultes 25 +	1 714,5	4,1	16,7	7,2	4,6	35,0	1,9	30,5	8,2	22,3	
Hommes	403,0	5,7	1,5	2,7	8,2	38,3	3,0	40,6	12,7	27,9	
Femmes	1 311,5	3,6	21,4	8,5	3,5	34,0	1,6	27,4	6,9	20,5	

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Marché du travail en 2001 : bilan de fin d'année

En 2001, les employées gagnaient 81 cents pour chaque dollar de rémunération des hommes, tout comme l'année précédente.

	Salaire horaire en 2001				Variation par rapport à 2000			
	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Ratio	Les deux sexes	Hommes	Femmes	Ratio
	\$				\$			
15 +	17,18	18,95	15,29	0,81	0,54	0,59	0,51	0,00
15 à 24	9,90	10,43	9,34	0,90	0,31	0,32	0,29	0,00
25 à 54	18,71	20,68	16,63	0,80	0,59	0,66	0,55	0,00
55 +	18,72	21,05	15,92	0,76	0,58	0,54	0,62	0,01

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Selon le secteur, ce sont les employés des services publics qui ont touché le plus. Parmi tous les principaux groupes de professions, les gestionnaires demeuraient les mieux rémunérés.

	Salaire horaire				Salaire hebdomadaire			
	2000	2001	Variation		2000	2001	Variation	
	\$				\$			
			%				%	
Total	16,64	17,18	0,54	3,2	614,87	634,30	19,43	3,2
Secteur								
Agriculture	10,43	11,01	0,58	5,6	408,26	421,85	13,59	3,3
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	20,75	21,32	0,57	2,7	892,02	927,27	35,25	4,0
Services publics	24,41	25,23	0,82	3,4	931,46	960,97	29,51	3,2
Construction	17,78	18,57	0,79	4,4	720,59	753,74	33,15	4,6
Fabrication	17,54	18,02	0,48	2,7	699,19	717,66	18,47	2,6
Commerce	12,81	13,19	0,38	3,0	458,67	471,55	12,88	2,8
Transport et entreposage	17,33	17,75	0,42	2,4	691,00	708,15	17,15	2,5
Finance, assurances, immobilier et location	18,18	19,01	0,83	4,6	673,88	703,88	30,00	4,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	20,87	21,70	0,83	4,0	805,64	834,76	29,12	3,6
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	12,29	13,02	0,73	5,9	443,02	470,00	26,98	6,1
Services d'enseignement	21,54	21,93	0,39	1,8	732,37	733,29	0,92	0,1
Soins de santé et assistance sociale	17,13	17,76	0,63	3,7	567,03	593,40	26,37	4,7
Information, culture et loisirs	16,84	17,65	0,81	4,8	608,34	639,98	31,64	5,2
Hébergement et services de restauration	9,41	9,74	0,33	3,5	294,51	303,52	9,01	3,1
Autres services	14,02	14,36	0,34	2,4	514,26	525,59	11,33	2,2
Administrations publiques	21,30	22,08	0,78	3,7	787,48	816,39	28,91	3,7
Profession								
Gestion	24,86	26,51	1,65	6,6	999,46	1072,05	72,59	7,3
Affaires, finance et administration	15,96	16,48	0,52	3,3	573,56	591,53	17,97	3,1
Sciences naturelles et appliquées	23,52	24,82	1,30	5,5	910,63	962,40	51,77	5,7
Santé	18,98	19,77	0,79	4,2	626,73	661,34	34,61	5,5
Sciences sociales, enseignement, administrations publiques et religion	22,76	23,34	0,58	2,5	797,11	807,08	9,97	1,3
Arts, culture, sports et loisirs	16,76	16,80	0,04	0,2	569,98	568,22	-1,76	-0,3
Ventes et services	11,37	11,80	0,43	3,8	376,27	391,98	15,71	4,2
Métiers, transport et machinerie	16,96	17,51	0,55	3,2	687,69	710,00	22,31	3,2
Propre au secteur primaire	13,70	14,37	0,67	4,9	582,42	617,71	35,29	6,1
Transformation, fabrication et services publics	14,94	15,43	0,49	3,3	594,57	613,64	19,07	3,2

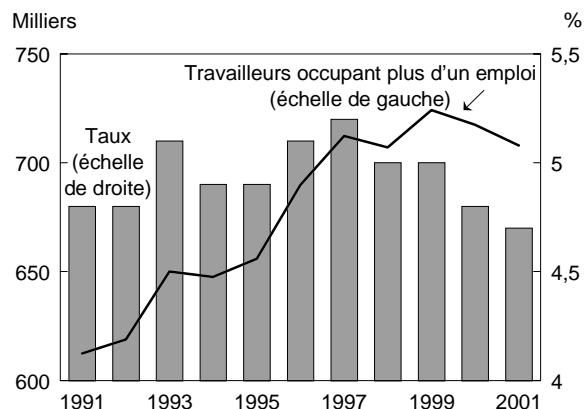
Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

La baisse la plus marquée du ratio des employés syndiqués par rapport à l'ensemble des employés se situait dans le secteur de la foresterie, de la pêche, des mines, du pétrole et du gaz, ainsi que des services publics.

	2001			Variation, 2000 à 2001		
	Ensemble des employés	Employés protégés par une convention collective		Ensemble des employés	Employés protégés par une convention collective	
	milliers		%	milliers		%
Total	12 767,6	4 109,1	32,2	279,3	84,4	0,0
Secteur public	2 821,8	2 120,0	75,1	29,4	55,5	1,2
Secteur privé	9 945,8	1 989,1	20,0	249,9	28,9	-0,2
Agriculture	119,5	5,0	4,2	-4,1	0,7	0,7
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	245,6	66,5	27,1	11,3	-4,3	-3,1
Services publics	122,7	85,4	69,6	6,4	2,2	-1,9
Construction	571,3	194,0	34,0	33,0	19,1	1,5
Fabrication	2 173,8	715,9	32,9	-13,7	-30,7	-1,2
Commerce	2 079,8	303,6	14,6	79,0	8,3	-0,2
Transport et entreposage	637,7	280,9	44,0	-0,5	3,3	0,6
Finance, assurances, immobilier et location	748,8	81,4	10,9	12,8	0,7	-0,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	663,3	37,3	5,6	44,1	4,1	0,3
Gestion, services administratifs et autres services de soutien	415,7	59,8	14,4	29,9	10,3	1,6
Services d'enseignement	920,2	676,2	73,5	-9,2	7,4	1,5
Soins de santé et assistance sociale	1 359,3	770,3	56,7	32,5	43,7	1,9
Information, culture et loisirs	608,6	170,6	28,0	39,1	13,0	0,4
Hébergement et services de restauration	877,5	68,4	7,8	14,9	-5,2	-0,7
Autres services	457,3	46,5	10,2	-0,9	1,0	0,2
Administrations publiques	766,4	547,4	71,4	4,7	10,9	1,0

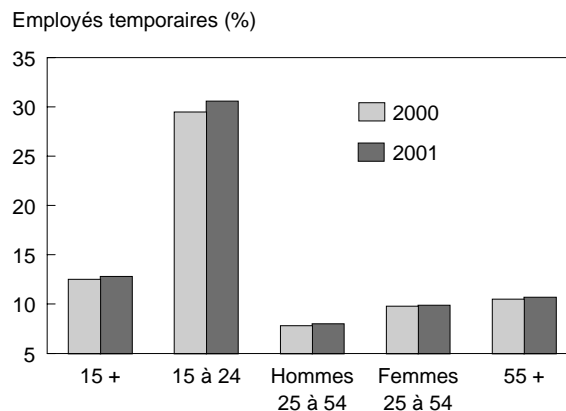
Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Au cours des années 90, le nombre de travailleurs occupant plus d'un emploi a augmenté; cependant, leur part de l'emploi total est demeurée à environ 5 %.



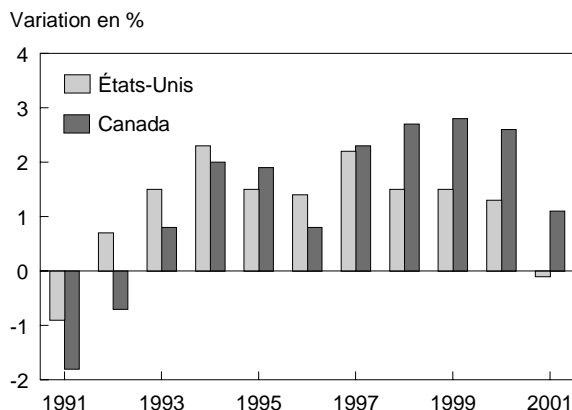
Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Quelque 13 % de l'ensemble des employés avaient un travail temporaire. Chez les jeunes, cette proportion était deux fois plus élevée et a augmenté récemment.



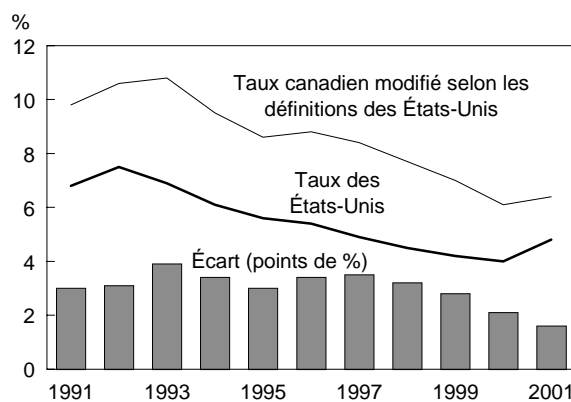
Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Pour la cinquième année consécutive, la croissance de l'emploi a été plus rapide au Canada qu'aux États-Unis.



Sources : Enquête sur la population active, Current Population Survey des États-Unis, moyennes annuelles

Malgré l'harmonisation des taux de chômage canadien et américain, l'écart entre les deux demeure.



Sources : Enquête sur la population active, Current Population Survey des États-Unis, moyennes annuelles

Nota : Pour plus d'information sur les modifications du taux de chômage canadien, voir Le point sur la population active (Statistique Canada, no 71-005-XPB au catalogue), automne 1998.

Mesures supplémentaires du chômage et variation en points de pourcentage de 1997 à 2001

	Moyennes annuelles			Variation	
	1997	2000	2001	1997 à 2001	2000 à 2001
		%		points de %	
R1 – Uniquement les personnes en chômage depuis 1 an (52 semaines) ou plus	1,4	0,7	0,6	-0,8	-0,1
R2 – Uniquement les personnes en chômage depuis 3 mois (12 semaines) ou plus	3,8	2,3	2,2	-1,6	-0,1
R3 – Comparable à la définition des États-Unis	8,4	6,1	6,4	-2,0	0,3
R4 – Taux officiel	9,1	6,8	7,2	-1,9	0,4
R5 – R4 plus les chercheurs découragés	9,7	7,1	7,4	-2,3	0,3
R6 – R4 plus ceux en attente d'un rappel ou d'une réponse et ceux qui, à long terme, doivent commencer un emploi	9,8	7,5	7,8	-2,0	0,3
R7 – Mesure du chômage et du sous-emploi (temps partiel involontaire) exprimée en équivalents temps plein pour ceux en attente d'un rappel ou d'une réponse et ceux qui, à long terme, doivent commencer un emploi	12,3	9,1	9,4	-2,9	0,3
R8 – R4 plus les chercheurs découragés, ceux en attente d'un rappel ou d'une réponse, ceux qui doivent, à long terme, commencer un emploi ainsi que la portion sous-utilisée des travailleurs à temps partiel involontaire	13,2	9,9	10,2	-3,0	0,3

Source : Enquête sur la population active

Les graphiques et les tableaux sont une partie de *Le marché du travail : bilan de fin d'année*, dans ce numéro. Pour plus de renseignements, communiquez avec Geoff Bowlby, Division de la statistique du travail, au (613) 951-3325 ou à bowlgeo@statcan.ca.